Édition 2023

BULLETIN D'INFORMATION ET DE LIAISON

ASSOCIATION « FRÈRES D'ARMES »
ÉCOLE MILITAIRE

Association Frères d'Armes
Accueil et Amitié

GUIDE D'INFORMATION ET DE LIAISON

ÉDITION 2023

GUIDE RÉDIGÉ À L'INITIATIVE DE L'ASSOCIATION
« FRÈRES D'ARMES »
ÉCOLE MILITAIRE - case G - 1 place Joffre - 75700 Paris SP 07
Tél. : 01 44 42 45 06
Site Web : www.freresdarmes.org - E-mail : freresdarmes@wanadoo.fr

Directeur de la publication : Général de Division (2S) Philippe Delbos
Président de l'Association Frères d'Armes
Rédacteur en Chef : Général de brigade aérienne (2S) Didier Oustric
Secrétaire Général de l'Association Frères d'Armes
Photocomposition - Impression : PRINTCORP - 8, rue Jean-Pierre Timbaud - 75011 PARIS -
Tél. : 01 55 28 87 00

N.B : L'Éditeur et l'Association déclinent toute responsabilité du fait des erreurs qui auraient pu être insérées dans cet ouvrage ou des modifications législatives intervenues pendant sa diffusion.

ISSN : 2270.4817

SOMMAIRE

Allocution « Frères d'Armes » - Monsieur François SUREAU
Membre de l'Académie française 7

Préface du président de l'association « Frères d'Armes » 9

Préface de la présidente des stagiaires internationaux de l'École de Guerre 11

Déclaration de M. Emmanuel Macron, Président de la République, sur la lutte
La nouvelle LPM, le 20 janvier 2023 15

Discours du président de la République M. Emmanuel Macron
Le Partenariat Afrique-France : discours à la veille du déplacement en Afrique
centrale, Le 27 février 2023 29

Allocution du Chef d'état-major des armées
le Général d'armée Thierry Burkhard devant la 30ème promotion
de l'École de Guerre, le 03 octobre 2022 43

Extrait du magazine réalisé par les officiers internationaux de la 30éme promotion
de l'Ecole de guerre 61

NATO 11, La défense aérienne de l'OTAN
CC Phoenix GEIMER - États-Unis 63

L'efficacité de la mission des Etats Unis en RDC
CDT Evagrey MASSAWE - Tanzanie 69

Les défis mondiaux exigent une coopération mondiale
LCL Annika HEUSINGER - Allemagne 75

L'opération aigle rapide 2022
CF Fabian JAHR - Allemagne 81

Les efforts conjoints pour la sécurité maritime dans le golfe de Guinée
CC Gustavo MARNE GONÇALVES - Brésil 87

l'influence russe en Amérique latine
CF Moisés GONZALEZ RUBIO SAENZ - Mexique 93

Le défi linguistique de la coalition des pays de la CDAA et de la CEEACE
LTC Ambrósio ANTÓNIO - Angola 99

Monsieur François SUREAU
Membre de l'Académie française

Dans notre monde tel qu'il est, incertain, divisé, parcouru de courants mortifères et où au fond chacun ne paraît poursuivre que des buts personnels, une rencontre telle que celle de ce soir prend une valeur très particulière. Et c'est une valeur de réconfort. Elle montre que tout n'est pas perdu, et que le double souci de la camaraderie et de l'honneur, résumé par le beau nom de « fraternité d'armes », continue de produire ses effets dans l'invisible, derrière les apparences souvent accablantes d'une société qui se cherche sans jamais se trouver.

Il y a quelques années de cela, le chef d'état-major particulier d'un président de la république avait tiré de son coffre, pour me la montrer, l'instruction personnelle adressée en 1959 par le général de Gaulle au chef d'état-major des armées. Il y détaillait de cette manière simple et claire dont la langue administrative a entièrement perdu l'habitude et le contexte international et le format qu'il souhaitait pour les armées. Mais à la fin, en un paragraphe éclatant, il montrait comment la condition militaire, par ses valeurs, devait servir d'exemple, et porter témoignage de ce que peuvent, de ce que valent les hommes lorsqu'ils décident de s'oublier au service d'une grande cause.

Et c'est particulièrement vrai de la fraternité. Ce troisième terme de la devise républicaine est celui qui tient ensemble les deux autres. Sans la fraternité la liberté se réduit aux droits du plus fort. Sans la fraternité l'égalité n'est qu'une chimère dangereuse. Mais la fraternité d'armes dépasse encore ces conceptions finalement politiques. Elle introduit à un mystère plus grand. A la question « que vaut un homme? » elle propose une réponse simple, qui tient à une volonté, partagée par tous, de faire passer ses intérêts propres non seulement après les intérêts du corps politique, mais après les intérêts de ses camarades, rassemblés au sein du binôme, du groupe de combat, de la section, de l'escadrille ou du bâtiment. Cette volonté prend parfois des apparences très dures, de la part de

ceux qui commandent comme de la part de ceux qui sont commandés. C'est la leçon de « vol de nuit » comme celle de « ceux de quatorze », la leçon de Saint-Exupéry disparu en mer comme celle de Genevoix grièvement blessé à la Marne. Et c'est elle aussi qui permet de supporter le hasard de la guerre, le poids de cet uniforme qui symbolise l'acceptation de l'égale dignité de tous ceux qui servent sous les armes, et du même cœur la gloire et la défaite, comme il est dit dans le magnifique serment au drapeau des Suisses. Puissions-nous ne jamais l'oublier.

Le général de division (2s) Philippe Delbos est Saint-Cyrien, ingénieur des Techniques avancées (ENSTA Paris) et breveté de l'École de guerre allemande (Führungsakademie de Hambourg). Il a effectué une carrière militaire de 37 années au sein des parachutistes et des Troupes de marine (arme de l'armée de Terre spécialisée dans le service outre-mer), dont 6 années à la Réunion, en Nouvelle Calédonie et en Martinique, ainsi que de nombreuses missions et opérations en Afrique et en Afghanistan.

À l'issue de l'assemblée générale (AG) du 25 juin 2020, il est élu président par le nouveau conseil d'administration.

PRÉFACE DU PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION « FRÈRES D'ARMES »

Chers anciens stagiaires de l'enseignement militaire supérieur français,
Chers amis de l'association Frères d'Armes,

Comme chaque année, l'association publie son bulletin d'information et de liaison qui permet de relier les stagiaires internationaux et toutes les personnes qui ont noué des relations d'amitié et de fraternité d'armes à l'occasion des stages de l'enseignement militaire supérieur français, en complément des communications publiées sur le site de Frères d'Armes (https://www.freresdarmes.org) et de la newsletter « Frères d'Armes Info ».

Cette publication poursuit deux objectifs particuliers :

- regrouper les textes et discours récents qui ont trait à la politique de défense de la France ou aux forces armées françaises et qui peuvent vous être utiles en tant que spécialiste de la défense française ;
- diffuser quelques productions écrites de vos camarades actuellement présents à l'Ecole de Guerre à Paris.

Avec ce document, nous voulons également témoigner, au nom de tous vos camarades français et internationaux, de l'importance que nous attachons au maintien des relations d'amitié et de notre ambition : celle de bâtir un véritable réseau de fraternité d'armes qui participe à l'équilibre des sociétés et à la paix.

Ainsi, vous pouvez m'envoyer vos suggestions et vos conseils, ou tout simplement des nouvelles ou des messages à publier sur le site :

- courriel : philippe.delbos@freresdarmes.org.

Je vous souhaite une excellente lecture.

Lieutenant- colonelle Annika HEUSINGER
(Armée de Terre allemande)

PRÉFACE DU PRÉSIDENT DES STAGIAIRES INTERNATIONAUX DE L'ÉCOLE DE GUERRE

La promotion de cette année a été caractérisée par une diversité culturelle exceptionnellement élevée. Celle-ci s'est reflétée dans les 88 officiers stagiaires issus de 66 pays partenaires et alliés, dont 21 nouveaux pays qui envoyaient pour la première fois des participants à l'École de guerre. La formation, qui a commencé pour la moitié des officiers dès janvier 2022 avec la formation linguistique, a d'abord été marquée par la crise sanitaire et les mesures préventives qui l'accompagnaient, avant que celles-ci ne disparaissent définitivement au début de la formation commune. Plus rien ne s'opposait donc à une formation diversifiée et sans limites, renforçant la camaraderie en préparation des futurs postes.

Pourtant, les officiers internationaux de la 30ème promotion étaient dès le début intégralement sous l'influence des mesures de prévention, qui prévoyaient une protection vaccinale complète et le strict respect des règles de quarantaine à l'entrée en France. L'accueil déjà complexe pour permettre le séjour et l'intégration qui en découle s'en est trouvé considérablement compliqué pour de nombreux stagiaires. Grâce aux parrainages mis en place par l'association Frères d'Armes, les stagiaires ont bénéficié d'un soutien apprécié et global dans les démarches administratives nécessaires ainsi que dans l'intégration sociale en France.

L'organisation de différents événements tels que des rencontres ou des réceptions au cours de la formation a permis d'établir et de consolider le contact entre les parrains et les stagiaires. L'engagement des parrains à nouer et à maintenir des liens, ainsi qu'à les entretenir dans un cadre amical, mérite d'être mentionné, tout comme l'entretien constant des liens, même bien au-delà du cadre prévu. L'ouverture d'esprit de l'association est également remarquable,

notamment en cas de problèmes personnels et elle peut même apporter un soutien financier si nécessaire. Non seulement les stagiaires internationaux de la 30ème promotion, mais aussi leurs familles en ont profité.

L'association Frères d'Armes a constitué, de diverses manières, un pont pour les officiers et leurs proches. Par exemple, dès le début, elle a financé et planifié différentes visites culturelles et institutionnelles qui ont permis aux nouveaux arrivants de mieux comprendre la culture française et ainsi de s'intégrer au mieux, renforçant également les liens et les échanges.

Notre formation a été complétée par des visites d'institutions et de sites historiques particulièrement pertinentes, ainsi que par des visites du patrimoine culturel de Paris, qui contribuent grandement au rayonnement de la capitale française et de la France. À l'instar de l'Hôtel de Matignon, du Sénat, du Conseil d'État et de l'Assemblée nationale qui nous ont ouvert leurs portes et nous ont offert un aperçu précieux. La visite d'Eurosatory tout comme celles de lieux de mémoire importants tels que le Mont Valérien ou le musée de Meaux ont complété cette offre et ont contribué à une meilleure compréhension de la culture française.

L'École de guerre offre aux stagiaires une formation globale pour les préparer à leurs futures missions. Elle est également un lieu de rencontre et de dialogue stratégique. L'interaction entre les différentes étapes de la formation, qui mettent l'accent sur le développement personnel, aident à comprendre le monde dans son ensemble et les défis en matière de politique de sécurité, mais aussi à maîtriser les tâches militaires fondamentales telles que la planification et la conduite d'opérations dans le cadre d'alliances et de coalitions, nous a considérablement aidés à nous préparer au mieux pour notre avenir dans les forces armées. Nous avons bénéficié d'un aperçu des forces armées et des institutions françaises, ainsi que des défis qui y sont liés, grâce à nos camarades et collègues français qui ont facilité et organisé des embarquements. L'objectif de former des cadres supérieurs, instruits et familiarisés avec les méthodes scientifiques, qui sert la sécurité de l'État de manière interarmées, multinationale et interministérielle, a été atteint. À cet égard, la camaraderie n'a jamais été mise de côté et a été approfondie et renforcée entre nous, entre camarades français et internationaux.

La politique de défense de la france

Allocution « Frères d'Armes » - Monsieur François SUREAU
Membre de l'Académie française

Préface du président de l'association « Frères d'Armes »

Préface de la présidente des stagiaires internationaux de l'École de Guerre
---

Déclaration de M. Emmanuel Macron, Président de la République, sur la lutte
La nouvelle LPM, le 20 janvier 2023

Discours du président de la République M. Emmanuel Macron
Le Partenariat Afrique-France : discours à la veille du déplacement en Afrique centrale, Le 27 février 2023

Allocution du Chef d'état-major des armées
le Général d'armée Thierry Burkhard devant la 30ème promotion
de l'École de Guerre, le 03 octobre 2022

Monsieur Emmanuel MACRON
est le neuvième Président de la
V^{ème} République française.

Discours du Président de la République, sur la nouvelle LPM

Monsieur le ministre de l'Intérieur et des Outre-mer
Monsieur le ministre des armées
Madame la ministre déléguée, chère Geneviève Darrieussecq
Mesdames et monsieur les secrétaires d'Etat
Monsieur le président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées du Sénat
Monsieur le président de la commission de la défense de l'assemblée nationale
Mesdames et messieurs les sénateurs
Mesdames et messieurs les députés
Madame et monsieur les députés européens
Mesdames et messieurs les élus
Madame la préfète de région
Madame la préfète
Monsieur le chef d'état-major des armées
Monsieur le délégué général pour l'armement
Monsieur le secrétaire général pour l'administration
Messieurs les chefs d'états-majors d'armées
Monsieur le directeur général de la gendarmerie nationale
Mesdames et messieurs les officiers généraux
Mon colonel,
Officiers, sous-officiers, officiers mariniers, soldats, marins, aviateurs et personnels civils des Forces armées,
Mesdames et Messieurs.

L'usage désormais bien installé me conduit chaque début d'année, et malgré tous les épisodes et toutes les crises, à consacrer un temps à nos Forces armées. Je me réjouis que ce rendez-vous se tienne cette année, dans cette imposante base aérienne de Mont-de-Marsan. C'est, comme souvent dans ces exercices, l'occasion de dresser un bilan de l'année écoulée, de rendre hommage aux efforts et aux sacrifices de nos militaires avant de tracer les contours de l'année qui s'ouvre, en dégageant quelques lignes de forces du moment.

Ces rencontres périodiques me permettent de vous dire aussi combien la Nation vous fait confiance. Combien nous sommes reconnaissants de votre abnégation, de l'engagement de celles et ceux qui vous soutiennent, de la vaillance dont font preuve nos blessés et de l'énergie de ceux qui les soignent comme de la résistance et de l'attachement de vos familles. C'est pour moi toujours aussi, l'occasion d'un moment à vos côtés, derrière le formalisme du cérémonial militaire. Mais aujourd'hui est sans doute une occasion un peu particulière car c'est aussi d'avenir que je suis venu vous parler. De l'avenir de nos armées.

Il y a deux mois à Toulon, j'avais présenté la vision que portait la Revue nationale stratégique pour notre pays. À présent, je souhaite évoquer devant vous, la manière dont cette vision doit prendre corps, à travers la loi de programmation militaire, dont le projet sera soumis prochainement à la représentation nationale. Et à titre liminaire, je voudrais ici remarquer devant vous combien l'exercice qui a été conduit est exceptionnel. Exceptionnel d'abord, parce qu'il fait suite, pour la première fois depuis des décennies, à la parfaite exécution de la loi précédente et ce, grâce à l'engagement de l'ensemble des ministères et de nos parlementaires, et je les en remercie. Exceptionnelle ensuite par la profondeur du travail de réflexion qui a mobilisé bien des énergies et des intelligences et qui a été conduit par vous, toutes et tous, j'y reviendrai.

Mais mon propos aujourd'hui s'adresse autant à vous qu'à la Nation toute entière. D'abord parce que la loi de programmation militaire traduit les efforts du pays en faveur de ses armées. Et ces efforts seront, dans les années qui viennent, à proportion des dangers, c'est-à-dire considérables, surtout parce que cet exercice de la loi de programmation comporte, dans ses instruments et dans son architecture même, l'exigence d'une mobilisation de tous.

En effet, la loi de programmation constitue le chemin collectif sur lequel nous allons nous engager. C'est le geste stratégique par excellence, celui qui, fondé sur l'analyse de nos forces, de nos spécificités, des menaces et des vulnérabilités, incarne des choix qui nous obligent pour des décennies. Ce qui a présidé aux premières d'entre elles au début de notre République après d'étranges défaites et des revers inattendus, ce qui a

nourri leur déploiement, leur révision, leur parti pris, c'est une idée simple : ne jamais être en retard d'une guerre, ne pas chercher à gagner intellectuellement le conflit précédent, mais permettre au pays d'être prêt pour celui qui peut venir. Nous devons donc avoir une guerre d'avance. Nous revenons là à cet impératif : cette loi de programmation militaire devra donc tirer les conclusions de ce que notre époque porte en germe, avec naturellement cette part de ruse de l'histoire qu'on ne peut prédire. Et je souhaite ici conforter l'assurance de chacun, de nos forces, de tout un peuple, que face aux métamorphoses de la guerre, la France dispose et disposera d'armées prêtes aux périls du siècle.

En effet, comme la Revue nationale stratégique le détaillait, les menaces sont multiples et s'agrègent plutôt qu'elles ne se succèdent. D'une part, des conflits de haute intensité en Europe, un raidissement des volontés de puissance sur fond de crise du multilatéralisme. Il n'y a plus de dividendes de la paix du fait de l'agression lancée par la Russie contre l'Ukraine. Et ce sont devant nous les frais brutaux de la violence de l'époque. En Europe, en Asie et dans l'Indopacifique, l'ordre international cède à un état de nature entre les Nations telles que nous n'en avions pas vu depuis des décennies. La Méditerranée orientale, les détroits de l'océan Indien, la mer de Chine méridionale ou les abords de Taïwan, parmi d'autres. Ce sont des lieux de régulières tensions. Nos Outremers sont, dans ce contexte, de plus en plus exposés. Et le conflit porte désormais dans tous les espaces, dans tous les domaines, y compris Internet, les réseaux sociaux et le champ impalpable de l'information. D'autre part, le surgissement de menaces nouvelles advient et lesquelles sont liées aux mutations globales, climatiques, énergétiques, technologiques, avec des risques de déstabilisation que ces bascules peuvent faire naître. Enfin persévèrent les risques à bas bruit, anciens, ceux des attaques terroristes et de la violence djihadiste qui, bien que résorbées, n'ont pas disparu.

Ce qui caractérise notre décennie, c'est donc cette accumulation des menaces dans tous les ordres et dans toutes les géographies. Comme une forme d'anthologie des risques de guerre qui ont tenté nombre de générations avant nous. Impérialisme débridé, prolifération nucléaire, violence terroriste. Des guerres très vieilles, d'autres plus inédites, mais qui toutes s'additionnent et peuvent se nourrir l'une l'autre.

Ces formes de conflit prennent toutefois un nouveau visage qui oscille souvent entre la sophistication et la simplicité brutale. Sophistication avec une course technologique, du cyber au quantique, en passant demain par l'intelligence artificielle. Et brutalité presque nue, en Ukraine notamment, avec un retour de scènes que nous croyions appartenir à l'imagerie de Verdun ou de la Somme. Le réarmement mondial se fait donc aux deux

bouts d'un spectre polarisé. Entre la technologie de pointe et le rudimentaire, qui peuvent malmener une armée puissante et bien équipée, mais vulnérable en haut et en bas de son champ d'action. L'un des pièges serait de s'épuiser en ne cherchant que le raffinement technologique, l'autre serait de ne pas investir ces nouveaux moyens. Ces nouveaux conflits, malgré l'excellence de notre renseignement, sont plus diffus, travaillent sourdement un ordre international déjà fragilisé. La violence du monde a en effet conservé sa part de surprise. Et de même, les opérations de demain ne seront pas la répétition grandeur nature d'exercices travaillés en chambre.

Il nous faut donc privilégier la rapidité d'action, la montée en puissance rapide à la pureté intellectuelle d'un modèle abstrait, car nous ne choisirons pas les conflits que nous aurons à affronter. Et puis, ce qui caractérise les nouveaux conflits de notre siècle est sans doute le brouillage entre une conflictualité ouverte, explicite et une malveillance répétée, systémique, pernicieuse. La guerre ne se déclare plus, elle se mène à bas bruit, insidieusement, elle est hybride. Le ciblage d'infrastructures d'intérêt national mais civil est notre lot commun, je pense entre autres aux cyberattaques. Et puisque nos armées sont faites de femmes et d'hommes qui vivent dans une société elle-même en évolution, il nous faut en tirer toutes les conclusions et veiller à une vigilance, une mobilisation permanente et une capacité à résister dans l'intimité de notre société.

Enfin, n'oublions jamais que notre Nation est un archipel. Et si la sécurité du territoire métropolitain est là assurée par vous toutes et tous, nos Outremers ne doivent jamais quitter notre regard et notre présence. Et la marche du monde met nombre de ces territoires, en particulier dans le Pacifique et l'océan Indien, aux premières loges des possibles confrontations de demain.

De ce tableau des périls, il est logique d'en déduire les risques et d'en décliner des pistes d'action. Il nous faut prévoir et anticiper, se préparer au monde qui vient, même si les habitudes, les équipements connus, les schémas doivent parfois en être bousculés. Intégrer l'ère du drone, investir dans le quantique, ne pas croire seulement en l'intelligence même si elle reste et restera essentielle. Mais la compléter, la décupler par l'intelligence artificielle. Enfin, conforter une Nation d'âme vive pour disposer de toute la force morale nécessaire.

La loi de programmation militaire 2019-2025 avait une vocation claire : réparer nos armées, leur redonner le souffle, les moyens, sortir de la logique de pénurie et retrouver des leviers d'action. Grâce à votre travail collectif et la vigilance de vos chefs, cette entreprise progresse et grâce aussi au fait que tous ces engagements ont été respectés à l'euro. Mais ce travail doit se poursuivre. J'ai pu me rendre compte au gré de mes nombreux déplacements dans les forces de la différence que ce travail de fond a pu faire

et créer, concrètement et moralement aussi. Cet effort de remontée de nos armées, le nouveau projet de loi de programmation militaire entend le poursuivre et l'amplifier. Et au fond, après avoir réparé les armées, nous allons les transformer. Il faut gagner le temps qui nous sépare du conflit de demain. Oui, la Nation se doit de transformer ses armées en conservant naturellement ses invariants stratégiques, en s'appuyant sur l'excellence de ses militaires et leur dévouement. Mais il nous faut aussi, en tant que Nation, nous transformer nous-mêmes, être prêts à des guerres plus brutales, plus nombreuses et ambiguës à la fois, comme je viens de l'évoquer.

C'est cette haute ambition que porte la loi de programmation militaire. Pour y répondre, il faut de grands moyens. Alors que la loi de programmation militaire 2019-2024 représentait un effort de 295 milliards d'euros, je peux vous le dire à présent, je solliciterai de la représentation nationale, que nous puissions consacrer, sur la période 2024-2030, un effort budgétaire de 400 milliards d'euros, ce qui permettra de couvrir un total de 413 milliards d'euros de besoins militaires afin de renouveler ainsi ce précieux outil militaire qui sert notre liberté, notre sécurité, notre prospérité et notre place dans le monde.

Au total, ces deux lois de programmation militaire auront donc conduit à un doublement des budgets de nos armées. Je le dis avec gravité, ce sont des moyens considérables qui amplifient un effort de défense dont la dynamique est sans précédent depuis cinq décennies. Ces ressources exceptionnelles dictent évidemment une grande exigence. C'est le prix de la sécurité de nos enfants, c'est le montant de notre rang à tenir, de nos valeurs à défendre, d'un long récit, de gloire et de liberté dont il nous faut écrire les prochains chapitres. Nous devons franchir cette étape essentielle afin de bâtir nos armées de demain, même si ce n'est qu'une étape.

Car ces 413 milliards ne permettent pas de dessiner à eux seuls le nouveau visage de nos armées pour le siècle qui commence. Mais ils amorcent un investissement inédit, un changement profond qui sera ensuite irréversible. Nous ne devons pas faire pour autant pareil avec plus, nous devons faire mieux et différemment. Car le monde ne nous attend pas, car les rivalités aiguisent les appétits et les stratégies, car nous devons tenir notre rang.

Nos défis pour demain, c'est d'abord de continuer à défendre des intérêts qui ne varient pas, c'est-à-dire la défense du territoire national et en particulier de nos Outre-mer, de nos concitoyens ; c'est la sûreté de notre voisinage proche, de la Méditerranée aux Balkans, du Proche et Moyen-Orient jusqu'à l'Afrique, et la lutte contre le dérèglement climatique, toujours et encore bien entendu.

Ce sont ensuite l'adaptation aux exigences contemporaines d'une dissuasion nucléaire robuste et crédible, la défense de nos intérêts dans tous les lieux d'expression des nouvelles formes de conflictualité, de non-respect du droit, là où se développent,

parfois insidieusement, de nouvelles façons de remettre en cause un avenir pour chacun, qui soit libre, sûr, durable.

C'est penser autrement nos partenariats, nos alliances, tout en demeurant un leader en Europe et un allié fiable à l'OTAN. C'est mieux capitaliser sur la relation exceptionnelle bâtie avec des pays comme la Grèce, l'Égypte, les Émirats arabes unis ou l'Inde.

C'est continuer à approfondir des partenariats structurants, comme ceux que nous avons avec l'Allemagne, et j'aurai l'occasion dimanche avec le Chancelier SCHOLZ pour notre traditionnel Conseil franco-allemand de défense et de sécurité de le décliner à nouveau ainsi qu'avec le Royaume-Uni ; nous tiendrons avec le Premier ministre SUNAK notre sommet bilatéral dans quelques semaines ; avec l'Italie ou l'Espagne, avec qui nous venons de signer un traité de coopération et d'amitié renouvelant le cadre de nos relations de défense qui datait des années 80.

Enfin, c'est assurer, si les circonstances l'imposaient, que la France serait capable de construire et de commander une coalition de premier rang, avec ses partenaires, pour défendre les intérêts de l'Europe ou de ses alliés. C'est une responsabilité qu'elle seule en Europe continentale serait capable d'assumer et nous devons en avoir les moyens. C'est pourquoi, sur ma demande, le CEMA m'a proposé une évolution de notre modèle d'armée qui privilégie la cohérence sur la masse, la réactivité sans sacrifier l'endurance.

Cela signifie, en premier lieu, de consolider notre cœur de souveraineté, là où le modèle de la précédente loi de programmation militaire mettait plutôt l'accent sur la capacité expéditionnaire et la lutte contre le terrorisme. C'est donc d'abord renforcer notre dissuasion en nous donnant tous les moyens d'assurer sa robustesse, sa fiabilité, sa modernisation dans des conditions particulières et évolutives du monde d'aujourd'hui. La dissuasion est un élément qui fait de la France un pays différent en Europe. Nous mesurons à nouveau, en analysant la guerre en Ukraine, son importance vitale. Elle mérite les efforts considérables que nous lui consacrons, au plan technologique et par l'exigence qu'elle suppose, elle tire vers le haut toutes nos armées. Au moment où la dissuasion peut-être n'a jamais paru si nécessaire, il nous faut la défendre avec force et cela signifie aussi mieux la faire comprendre à ceux qu'elle interroge.

Le cœur de souveraineté, c'est aussi le renforcement des postures permanentes. Cela suppose des capacités accrues de renseignement qui nous permettent d'anticiper les crises ou les menaces. J'ai constamment insisté sur la nécessité pour la France d'avoir un renseignement en propre, permettant notre autonomie de décisions et d'actions. C'est ce qui nous a permis, entre autres, ces dernières années, l'opération Hamilton en 2018. Cette loi de programmation militaire à venir, augmentera massivement les crédits de renseignement de près de 60 % au total, avec, entre autres le doublement du budget de la DRM et de la DRSD, capacité accrue

aussi de surveillance, avec des drones notamment, et des moyens d'action dans nos espaces de souveraineté, des moyens d'intervention en particulier dans nos DROM et COM, ou des capacités apportant une première réaction locale doivent pouvoir être complétées par la projection de renforts conséquents.

C'est entretenir l'appui mutuel entre les armées et les forces de sécurité intérieure et forces de sécurité civile pour toujours mieux répondre aux crises, sanitaires ou climatiques, par exemple. Mais la souveraineté, c'est aussi la capacité de résistance, notre résilience et d'abord la résilience cyber. Je souhaite que nous puissions doubler notre capacité de traitement des attaques cyber majeures. Face aussi à toutes les menaces qui peuvent toucher notre société et la déstabilisation que celles-ci pourraient engendrer, la résilience plus générale de notre société, ses forces morales déjà évoquées, la capacité de mobilisation de notre nation face à l'inattendu, comme elle a su le faire durant la pandémie, est essentielle. Je souhaite pour cela doubler à terme la réserve opérationnelle qui permettra de renforcer notre armée d'active et la montée en puissance d'unités nouvelles de réservistes comme des unités territoriales et des flottilles côtières. À cet égard aussi, le Service National Universel nous permettra de disposer d'une jeunesse parée à tous les périls et j'aurai l'occasion d'y revenir dans les semaines à venir.

La transformation en second lieu, c'est être capable de passer d'un modèle fait pour assurer des opérations dans des milieux ou notre liberté d'action était forte, à une capacité d'évolution dans des environnements contestés, face à des adversaires aguerris, technologiquement redoutables sur tout le spectre de la conflictualité. C'est ce que j'appelle le pivot vers la haute intensité. Nous devons être capables d'agir plus vite, d'être plus réactifs : en renforçant l'échelon en national d'urgence et disposer ainsi de moyens nécessaires pour une intervention sous court préavis même loin de la métropole. Et pour cela, tout en augmentant ces capacités et cette réactivité, d'augmenter aussi nos capacités à durer et résister à des efforts et des effets d'usure. Il faut pour cela rehausser résolument la préparation opérationnelle, renforcer la disponibilité des matériels, adapter nos stades d'alerte à l'intensité de la menace, penser et construire en conséquence nos stocks de munitions, notre logistique, notre soutien. Nous y parviendrons d'autant mieux que nous serons capables de gérer les crises autrement en maîtrisant l'empreinte et la durée de nos opérations lointaines. Et à cet égard aussi, en renforçant nos forces spéciales et en leur apportant l'équipement qu'elles méritent, c'est-à-dire le meilleur, le plus adapté et évidemment, celui qui tire toutes les conséquences des technologies les plus avancées. Mais face à des adversaires plus forts, nous devrons agir plus fort aussi pour obtenir rapidement des effets militaires décisifs. Cela implique de durcir notre outil. Nous passerons ainsi au tout Rafale et maintiendrons cet avion d'exception au meilleur niveau mondial, nous poursuivrons résolument la modernisation de nos forces terrestres par une numérisation accélérée du champ de bataille et une contribution particulière dans les nouveaux combats cybers, nous augmenterons la puissance et la protection de nos frégates et bien sûr, nous développerons le porte-avions de nouvelle génération, nous devrons également innover en développant des munitions guidées à distance, en élargissant l'usage des drones par un doublement à cet égard de nos investissements. En investissant le quantique, l'intelligence artificielle qui aideront aussi à

assurer notre cybersécurité et amélioreront nos moyens de renseignement. Si l'on durcit l'outil, et je viens ici simplement de donner quelques exemples. Le ministre des Armées aura l'occasion, dans les jours prochains et les semaines à venir de détailler tout cela.
Il faudra durcir aussi les soutiens opérationnels. Les éléments d'environnement de nos forces. Il nous faudra notamment améliorer l'équilibre entre équipement, maintenance, munition, activité opérationnelle et cohérence logistique, affermir nos services de soutien qui ont dans le passé parfois trop servi de variable d'ajustement, renforcer nos services de santé. Cela nécessitera un vaste effort de consolidation qui a été pleinement intégré au format prévu et au contrat qui sont ainsi déclinés.

Nous nous mettrons en mesure aussi de combiner les effets militaires grâce à la numérisation du champ de bataille, et je pense notamment aux capacités de combat collaboratif, comme le système terrestre SCORPION et demain entre autres le Système de Combat Aérien du Futur, le SCAF que nous lançons avec l'Allemagne et l'Espagne. Nous renforcerons nos capacités dans des domaines à forte valeur ajoutée opérationnelles, la défense sol-air car même avec la dissuasion, notre territoire national n'est pas à l'abri de frappes isolées, du fait par exemple de perturbateurs, en particulier non étatiques. C'est pourquoi nous augmenterons nos capacités dans toutes les couches de la défense aérienne d'au moins 50 %, y compris évidemment dans la lutte anti-drone. La frappe de longue portée, la suppression des défenses aériennes adverses et bien sûr la lutte anti-sous-marine feront partie de ces priorités et de ce renforcement.

Le troisième pivot de la transformation concerne les espaces communs. Ce n'est pas forcément par le choc et par le feu que nous serons testés ou contestés demain. Nos adversaires pourront vouloir utiliser toute la gamme des actions ambiguës, directes et indirectes, des ingérences, des actions non revendiquées, peut-être aussi du fait accompli, de l'intimidation, des manœuvres malveillantes faites pour entraver, contraindre, piéger, aveugler peut-être, sans toujours confronter. Il faut être en mesure de répondre à cette pluralité d'actions aux marges des territoires, aux marges du droit. Et donc il nous faudra anticiper par la détection des signaux faibles, en adoptant une approche décloisonnée et proactive, de l'influence à l'action directe par un effort dans les champs militaires, mais aussi informationnel, numérique, culturel, économique et industriel. Un effort dont les armées portent une part importante sans en détenir le monopole.

Pour cela, nous renforcerons notre capacité à surveiller et à réagir, mais aussi à prendre l'initiative, à passer de clairs messages stratégiques dans l'espace exo-atmosphérique, dans l'espace numérique et dans les espaces maritimes. Nous poursuivrons ainsi la montée en puissance de nos capacités spatiales, en nous appuyant bien davantage sur les services du New Space, surveillance, communication, protection, dorénavant

encore davantage, seront les missions clés que nous développerons pour faire de la France une puissance spatiale. Nous développerons encore nos moyens d'action dans l'espace digital, en nous donnant des moyens d'attirer les talents civils comme militaires, en nous tenant à la pointe de l'innovation dans ce champ, l'un des plus importants pour l'avenir.

Dans l'espace maritime enfin, il nous faut disposer des capacités navales à la hauteur des atouts maritimes de notre pays. La France possède la deuxième zone économique exclusive du monde grâce à nos Outre-mer. C'est un immense atout, c'est aussi une immense responsabilité, y compris à l'échelle des enjeux environnementaux, climatiques, de la protection de certaines infrastructures et de nos territoires. Je souhaite aussi que nous puissions acquérir une capacité de maîtrise des fonds marins jusqu'à une profondeur de 6 000 mètres pour des raisons militaires, mais aussi au titre de la protection de nos infrastructures sous-marines critiques. Je souhaite également que nos forces armées soient davantage et mieux présentes dans nos Outre-mer et que ces derniers figurent une constellation stratégique à la fois tête de pont relais et point de veille de nos intérêts dans le monde. Je présenterai prochainement le déploiement concret et opérationnel de cette stratégie ultramarine. Enfin, connectant tout cela, nous devrons refondre le commandement interarmées des opérations, notamment pour mieux lutter contre les stratégies hybrides.

Le dernier pivot de la transformation que je souhaite évoquer devant vous concerne le partenariat international. Ces partenariats ne peuvent s'envisager d'abord que dans le cadre de notre Europe. Notre sécurité dépend de celle de nos voisins, de nos partenaires avec qui nous partageons des valeurs et des intérêts.

Ce qui nous lie, ce ne sont pas seulement des traités, mais aussi une certaine idée du monde, à la fois pour défendre le territoire du continent et pour porter ailleurs ce qui nous meut à 27. Il faudra accentuer l'interopérabilité et bien sûr la culture stratégique commune.

Ces dernières années, nous avons immensément progressé dans ce domaine : de la constitution d'un Fonds européen de défense aux coopérations structurées, à l'initiative européenne d'intervention, jusqu'à des opérations inédites comme Takuba, y compris aussi à travers des partenariats bilatéraux ô combien révolutionnaires comme CaMo avec la Belgique. C'est cela qu'il nous faudra poursuivre. Notre pays sera en mesure d'assurer toutes ses responsabilités en Europe et au-delà. Si demain tel grand partenaire doit regarder ailleurs, nous devrons être en mesure d'agir avec les Européens à l'intérieur de l'OTAN ou en dehors de l'Alliance et, si nécessaire, d'assurer les capacités de commandement qui permettront de mener

ensemble une opération d'ampleur. Pour nous, cela impliquera de pouvoir déployer une capacité interarmées représentant jusqu'à 20 000 hommes. Cela vous donne la mesure des défis et de l'ambition qui est la nôtre.

Ce sont aussi nos autres partenariats que nous devrons renouveler. Je parlerai d'ailleurs prochainement de ce qui nous lie à l'Afrique. Mais nous ferons vivre et densifier les partenaires exceptionnels que nous avons déjà conduits et que j'ai cités tout à l'heure en exemple. Avec eux, je l'espère, d'autres viendront, comme entre autres l'Indonésie, et il faudra explorer comment développer de nouvelles coopérations capacitaires, de nouvelles interdépendances, de nouvelles formes d'entraînement et d'action communes. C'est un atout extraordinaire que je souhaite développer. Il a tout son sens pour des pays qui, comme le nôtre, ne souhaitent pas à l'avenir être prisonniers de grandes rivalités entre tiers.

Vous l'aurez compris, c'est donc un programme entier de transformation, qui est ici proposé. Ainsi, cette loi de programmation militaire va permettre à la France de devenir un pays plus solide encore sur la défense de sa souveraineté, plus capable d'agir dans les espaces communs, appuyé sur des partenariats historiques mais aussi renouvelés, et ayant la capacité d'entraîner ses alliés si besoin, dans une opération de grande envergure et d'exercer son influence.

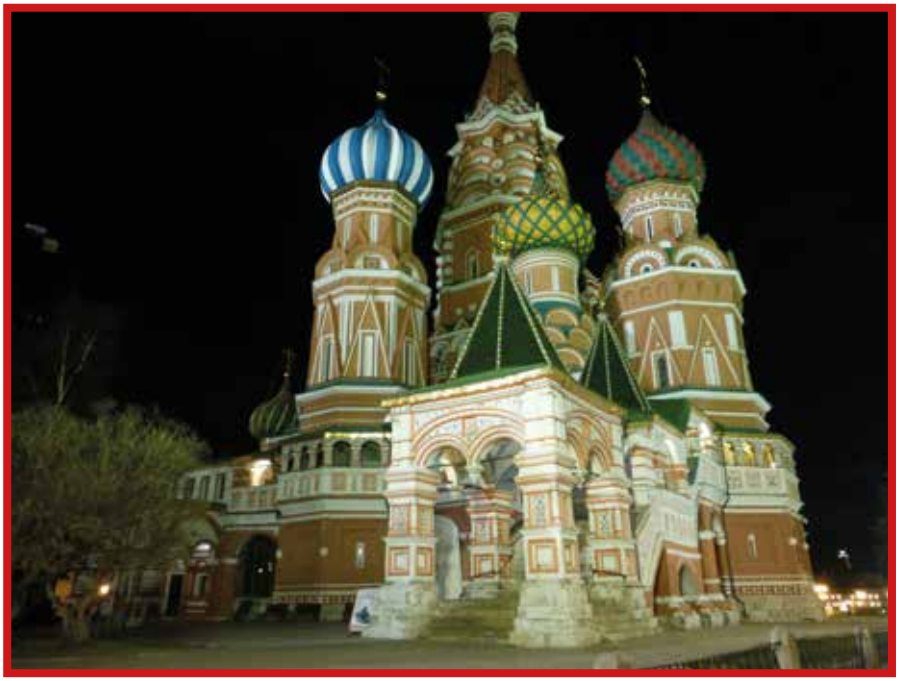
En somme, un pays plus souverain, entreprenant, agile et apte à prendre l'initiative.
Cette mise à jour stratégique doit nous permettre d'accorder les idées et les budgets aux périls et aux menaces. C'est au terme de cet effort seulement que la France pourra pleinement, et avec confiance, assurer le libre exercice de sa vocation et de son héritage. Cette haute ambition s'accompagne donc d'une exigence qui ne l'est pas moins, exigence dans le cadrage de ces moyens d'abord. Il n'y a dans ce projet ni luxe, ni aise, ni confort. Il n'y a que le nécessaire. À l'heure où chaque euro du contribuable français doit être épargné, il a fallu trouver le meilleur compromis entre une défense à la hauteur de nos ambitions et le principe essentiel de sobriété. Je crois que nous y sommes parvenus.

Cela n'est pas allé sans travail pour les armées, je le sais et j'ai pu le mesurer. Il y a eu des choix à faire forcément, des cibles à adapter, des modernisations à échelonner. Il y a surtout des attentes importantes. Elles s'adressent aux armées, à la DGA, qui devront s'organiser pour raccourcir les cycles d'acquisition, accélérer l'expression du besoin, réduire drastiquement les contraintes normatives, développer l'innovation d'usage, celle des vrais utilisateurs et je sais combien vous y êtes attachés ici, toutes et tous, comme une fois encore nos amis ukrainiens d'ailleurs nous donnent un si bel exemple. Nous pouvons faire beaucoup plus vite, beaucoup mieux, parfois à moindre coût, si nous savons ensemble rapprocher celles et

ceux qui utilisent et qui innovent.

Ces attentes portent aussi, bien sûr, vers les industriels de défense qui jouent un rôle si important, et je souhaite les en remercier ce matin, car ils sont une composante clé de notre souveraineté. Et je le dis clairement, aux efforts de l'État, de toute la Nation, doit répondre une exigence d'efficacité et de disponibilité. Il faudra apprendre collectivement à assumer une mutation perpétuelle. Faire autrement, raccourcir drastiquement les cycles de production, ne pas céder à la sur-sophistication comme dans d'autres secteurs technologiques, adapter plus vite nos équipements, nos cycles de production aux besoins de nos partenaires, aux exigences d'un conflit. Et ce, dans la durée.

Je souhaite également diminuer les coûts d'acquisition et de maintien en condition opérationnelle par un effort combiné Etat-industrie. J'ai parlé en juillet dernier d'une économie de guerre. Voilà notre horizon collectif. Mais une économie de guerre sous tendue par un tel investissement de la Nation, ce n'est pas en quelque sorte l'urgence perpétuelle qui nous ferait dépenser mal, c'est bâtir les conditions d'une souveraineté durable où l'on dépense mieux car l'expression des besoins est plus claire, l'engagement d'adaptabilité, plus constant, les coûts, mieux maîtrisés. Nous donnons de la visibilité au-delà même d'une décennie.



Face à cela, il faut de la sincérité et de l'exigence. La deuxième exigence, après celle que je viens d'évoquer à l'instant sur les moyens, c'est de continuer d'investir résolument dans notre richesse humaine : nos soldats, marins et aviateurs, personnels civils et militaires de la défense, pour assurer le développement et le maintien des compétences, avec comme priorité absolue la fidélisation qui est un sujet ô combien majeur. Ce n'est pas qu'une question de rémunération ou de pension, même si j'y suis vigilant.

La fidélisation passe aussi par le sens donné à l'activité de chaque jour, par la disponibilité des matériels, la variété des missions, la cohésion au sein des unités. Et je salue l'investissement des chefs d'état-major d'armée qui apportent la plus grande attention à ces conditions essentielles au moral dans nos unités. La fidélisation repose aussi sur les efforts consacrés à atténuer les contraintes imposées à vos proches, et je compte beaucoup sur le second temps du plan famille, tout comme demeure essentiel pour moi enfin, le plan blessé, comme je l'ai dit avec force le 13 juillet dernier devant beaucoup d'entre vous et je remercie le ministre et la secrétaire d'Etat d'y veiller.

Dernière exigence, enfin, évidemment, c'est

celle de l'exécution. Notre plus grand risque face à un monde si incertain, était de ne pas nous donner les moyens de notre ambition. Ce risque, vous le voyez, est écarté. Mais nous devons maintenant, de manière concrète, créer les conditions pour avoir les moyens de nos ambitions, jusqu'aux munitions, aux pièces de rechange, aux éléments les plus concrets, en entraînement comme en opération, pour chacune et chacun d'entre nous. L'exécution sera le cœur des prochains mois et de notre obsession.

Mesdames et Messieurs, je veux ici, en concluant, remercier tous ceux qui ont œuvré à ce travail, il faut le dire, monumental. Remercier évidemment le ministre des Armées, le chef d'état-major des armées, le délégué général de l'armement, l'ensemble des directrices et directeurs du ministère et toutes les équipes. Je sais les centaines d'heures passées pour questionner le modèle, mettre en cause les chiffres, interroger chaque colonne. J'ai moi-même longuement et à de multiples reprises, questionné le ministre et le CEMA et merci à chacune et chacun pour cet énorme travail, mené tambour battant.

J'aimerais également remercier les parlementaires qui ont été impliqués dans la Revue nationale stratégique, qui ont d'ores et déjà été associés par le ministre des Armées aux travaux de réflexion en cours depuis plusieurs mois et qui, demain en commission, mèneront ce travail si précieux pour analyser, débattre et enrichir le texte. Ils pourront le faire avec d'autant plus d'acuité grâce aux initiatives des présidents de chaque commission qui faciliteront la prochaine phase d'élaboration de notre loi de programmation militaire. Le projet de loi qui sera soumis à la représentation nationale est solide. À présent, le courage s'impose, c'est un projet cohérent, robuste, qui tire les leçons du passé et nous positionne pour l'avenir. Un projet de souveraineté nationale. Cette souveraineté, elle ne serait ni ambitieuse, ni cohérente sans sa dimension européenne, qu'il s'agira de développer fortement s'agissant des capacités militaires, des coopérations d'armement bien sûr, mais plus généralement pour la mise en œuvre des priorités de notre boussole stratégique. Notre souveraineté, elle est aussi énergétique, technologique et industrielle, elle est économique, financière et budgétaire. C'est pourquoi elle supposera, au-delà de cette loi de programmation, une série de lois, d'actions concrètes, de mobilisation de la Nation tout entière. La mobilisation civile est inséparable de l'effort militaire. Là aussi, ce que nous vivons sur le sol européen depuis près d'un an en Ukraine nous l'enseigne.

Enfin, elle comporte une dimension militaire, naturellement que cette loi de programmation doit permettre de forger, de consolider, de garantir. Je compte à présent sur la sagesse de la représentation nationale pour légiférer et parvenir à l'adoption d'ici à l'été d'un texte afin que les objectifs inscrits dans la future loi puissent être pris en compte dans les meilleurs délais, car nous savons qu'il nous faut avancer.

Mais je compte aussi sur vous, soldats, marins, aviateurs, ingénieurs, techniciens, personnels militaires et civils des services, de nos directions et de nos états-majors. Cette loi de programmation militaire est certes un exercice de programmation, mais c'est aussi un art d'exécution, comme je l'évoquais. Vous en serez les bénéficiaires. C'est une responsabilité et je compte sur vous et sur vos chefs pour conduire l'effort de transformation qu'il comporte. Et je sais que je peux compter sur vous pour, toujours dans le même temps, porter haut notre drapeau et obtenir le succès des armes de la France.

Je vous souhaite donc pour 2023, mais aussi pour les années qui suivent, la performance, l'excellence et l'audace afin de réaliser ensemble l'ambition que nous nous donnons.

Mais ce qui la sous-tend, c'est la force d'âme que j'évoquais le 13 juillet dernier, qui est en vous, et que j'ai vu à chaque fois que j'ai pu croiser vos frères d'armes, partant ou revenant d'opérations. Elle est en vous, chaque jour, car c'est la vocation profonde de nos armées et c'est le plus important. Ceci n'est pas un chiffre, ce ne sera jamais un équipement, ni une capacité ; c'est le choix profond, existentiel qui est le vôtre, que vous avez fait en vous engageant pour servir la France dans nos armées. Ce choix, la manière dont vous le portez, vous le vivez, dont vos familles le vivent avec vous est notre plus grande force, de très loin. Et je veux vous le dire aujourd'hui aussi, c'est ma plus grande fierté.

De cela, je vous suis infiniment reconnaissant et n'y cédez jamais rien, jamais. Nous aurons demain une armée qui ne ressemblera pas à celle d'aujourd'hui. Mais ce qui demeurera plein et entier, constant, c'est le respect que nous vous portons, c'est la reconnaissance de la Nation toute entière, c'est la confiance de la Nation. Et je veux ici aujourd'hui vous la témoigner. Je suis fier de vous et reconnaissant pour ce que vous faites.

Vive la République ! Et vive la France !

Le 27 février 2023

Mesdames, Messieurs les ministres,
Mesdames, Messieurs les ambassadeurs,
Mesdames, Messieurs les parlementaires,
Monsieur le chef d'Etat-Major,
Mesdames, Messieurs les directeurs,
Mesdames et Messieurs, en vos grades et qualités,

Merci beaucoup d'être là, aujourd'hui, dans une formation qui, si je puis dire, assez originale. Puisqu'il y a, tout à la fois des journalistes, à Paris, à Libreville, et dans l'ensemble des capitales de la tournée africaine qui commencera dès mercredi ; mais il y a ici, à l'Elysée, les actrices et acteurs de notre action collective sur le continent africain.

Et j'assume pleinement de m'exprimer avant cette tournée depuis Paris, à vos côtés, pour essayer de donner le sens de ce que nous sommes en train d'essayer de faire depuis maintenant un peu plus de cinq ans. Et essayer de dire avec qui ? pourquoi ? et comment ? Et l'objectif que nous devons poursuivre est d'avoir une politique plus simple, plus lisible, en faisant mieux travailler l'ensemble des administrations de l'Etat de ces partenaires, mais avoir aussi une politique qui associe pleinement les entrepreneuses et entrepreneurs, les innovateurs, les sportifs, les artistes, les scientifiques, dans cette politique qui a vocation à ne pas être simplement de gouvernement à gouvernement, mais qui doit pleinement assumer de traiter avec la société civile des différents pays d'Afrique. Et sont là réunis bon nombre d'acteurs de notre politique avec l'Afrique qui, pour une bonne partie d'entre eux, vont avoir à m'accompagner dans ce déplacement à venir à partir de mercredi, ou qui ont pu m'accompagner dans des voyages précédents.

Alors, il y a un peu moins de six ans, en novembre 2017, dans un amphithéâtre de l'université Joseph Ki-Zerbo à Ouagadougou, j'avais débuté mon discours en citant les mots de Thomas Sankara et en annonçant qu'il n'y avait plus de politique africaine de la France. Ces mots sont toujours d'actualité. Mais ils ne sont certainement plus suffisants face aux bouleversements et aux transformations profondes que nous avons vécu ces dernières années. Le temps passé sur le continent africain est irremplaçable. J'y ai effectué dix-sept déplacements, été accueilli dans vingt-et-un pays. Du Shrine de Lagos aux églises de Lalibela, sans compter les multiples entretiens menés avec nos partenaires africains à Paris et à travers le monde. Je n'en retirerai aucune considération générale, car une réalité unique africaine n'existe que dans bon nombre de schémas simplificateurs. J'en retirerai une seule exigence, celle de faire preuve d'une profonde humilité face à ce qui se joue sur le continent africain.

Une situation sans précédent dans l'histoire : traiter en même temps, et dans l'urgence, une somme de défis vertigineux. Défis sécuritaire, climatique, aux défis démographiques avec la jeunesse qui arrive et à laquelle il faut offrir, proposer, un avenir pour chacun des Etats

africains. Consolider des Etats et des administrations, investir massivement dans l'éducation, la santé, l'emploi, la formation, la transition énergétique. Tout cela donc en étant confronté davantage que d'autres à la pression du changement climatique et de ses effets, à l'offensive du terrorisme, aux chocs économiques, sanitaires et géopolitiques. Je crois pouvoir dire qu'aucune région au monde n'a été soumise à cette obligation de résultat en l'espace d'une à deux générations comme le continent africain l'est aujourd'hui.

C'est pour cette raison qu'à quelques jours de ce déplacement, à nouveau sur le continent africain, j'ai jugé que la priorité n'était pas de faire un nouveau discours sur le sol africain mais d'essayer, de la manière la plus claire, de défendre ce que nous y faisons et la cohérence de notre action et de renforcer aussi cette envie d'Afrique en France. C'est pourquoi beaucoup de chefs d'entreprises, de scientifiques, d'artistes et de sportifs sont aussi présents aujourd'hui. Nous devons en effet collectivement prendre la mesure des défis qui sont si proches de nous, non pas pour nous projeter dans des prédictions apocalyptiques ou dans des paniques anxiogènes.

J'ai pu parfois le constater à chacun de mes déplacements, la terre africaine est tout sauf une terre d'angoisse et de résignation. Elle est une terre d'optimisme et de volontarisme. Cette proximité, cette énergie, doivent nous inspirer et nous inciter à réaliser la force de notre atout d'être les voisins de l'Afrique et de compter encore parmi les pays qui ont un lien unique, humain, existentiel avec ce continent, ce qui est une chance. Nous avons un destin lié avec le continent africain.

Si nous savons saisir cette chance, nous avons l'opportunité de nous arrimer au continent qui, progressivement, sera aussi l'un des marchés économiques les plus jeunes et dynamiques du monde et qui sera l'un des grands foyers de la croissance mondiale dans les décennies qui viennent. Mais aussi parce que notre jeunesse écoute aujourd'hui une musique congolaise, nigériane, ivoirienne,

créée et produite sur le continent africain. Et parce que ce n'est que la préfiguration d'une puissance culturelle, économique, scientifique, politique, africaine, qui va continuer de se déployer. Notre croissance économique aussi, et nous Européens, nos échanges, nos emplois vont dépendre, de plus en plus, de l'Afrique. Ce n'est ni une bonne, ni une mauvaise nouvelle, c'est un fait. Et tout dépendra de ce que nous en faisons.

C'est pourquoi je suis convaincu que le moment est venu de faire un choix et de savoir quel rapport nous voulons entretenir avec les pays africains. Et au fond, quand j'essaie de suivre l'actualité, ce qui m'arrive, et de lire la qualification du moment que nous sommes en train de vivre, qui est très clairement un entre deux parce que nous héritons de beaucoup de difficultés historiques et nous sommes dans un moment de transition sans avoir pleinement réalisé, je vais y revenir, le début de la transition commencée.

Au fond, beaucoup voudraient nous inciter à rentrer dans une compétition, c'est la première voie. Une compétition que je considère pour ma part anachronique. C'est le piège qui consisterait à répondre à l'injonction de puissance ou à l'appel de démonstrations de force. Regardez, certains arrivent avec leur armée ou leurs mercenaires ici et là. Plongez-y, vous Français, c'est là que vous êtes attendus, c'est le rôle qui est le vôtre. Allez faire la compétition avec eux, vous êtes attendus là. Je ne le crois pas. C'est le confort des grilles de lecture du passé, mesurant notre influence au nombre de nos opérations militaires ; ou nous satisfaire de liens privilégiés et exclusifs avec des dirigeants ou considérer que des marchés économiques nous reviennent de droit parce que nous étions là avant ; ou jouer des coudes pour nous placer seul au centre du jeu. Ce temps-là a vécu.

Ma conviction, c'est que cette voie est désormais une impasse. Ceux qui la prônent sont plutôt les tenants d'une nostalgie et c'est précisément celle avec laquelle nous avons voulu rompre dès 2017, mais sans avoir encore tous les moyens d'en solder le passif. C'est la chronique de notre dernière décennie d'engagement au Mali, au prix du sacrifice ultime. Nos soldats y ont, aux côtés des militaires maliens et des armées africaines, remporté des victoires contre les groupes terroristes. Et je veux ici rendre hommage à la mémoire de nos soldats, de nos blessés, comme de ceux qui sont tombés là-bas. Cela a été et restera une immense fierté partagée avec les Alliés qui nous ont rejoint. Mais ce n'était pas le rôle de nos soldats. Ce n'était pas le rôle de la France d'apporter seule des réponses politiques qui devaient prendre le relai de la réponse militaire. Nous avons pourtant, malgré nous, assumé une responsabilité exorbitante.

avec une commission franco-camerounaise qui va débuter ses travaux. Nous les avons obtenus en réformant le franc CFA, en nous retirant de la gouvernance de la zone UMOA et en faisant la démonstration que cette monnaie est bien une monnaie africaine qui pourra, si les gouvernements de la CEDEAO le souhaitent, préfigurer une monnaie unique qui prendra un autre nom. Nous y sommes prêts.

Cela nous vaut aujourd'hui d'être l'objet par amalgame du rejet qui frappe une classe politique malienne qui a échoué à redresser son pays et c'est ce piège qui pourrait, si nous n'y prenons pas garde se reproduire ailleurs. C'est pourquoi en aucun cas je ne laisserai le sacrifice de nos militaires être à nouveau entaché du même amalgame et en aucun cas, je ne laisserai se reproduire cette situation où par un engrenage de déresponsabilisation et de substitution, la France devient le bouc émissaire idéal. Pour éviter la répétition de l'histoire, il existe une autre voie que nous poursuivons désormais depuis six ans. Une autre voie qui consiste à ne pas réduire l'Afrique à un terrain de compétition ou de rente et à considérer les pays africains comme des partenaires avec qui nous avons des intérêts et des responsabilités partagées. Et, au fond, de bâtir une nouvelle relation, équilibrée, réciproque et responsable.

Ce cap, c'est l'agenda fixé à Ouagadougou en 2017 et nous l'avons tenu. Nous avons tenu nos engagements en regardant notre passé en face, au Rwanda, en Algérie, au Cameroun,

Nous les avons tenus en soutenant, face à la pandémie du Covid-19, l'excellence scientifique africaine : celle du Centre de crise africain, celle de l'Institut Pasteur de Dakar et celle de l'Institut national de recherche biologique du professeur MUYEMBE, auquel j'aurai le privilège de rendre visite dans quelques jours, mais en développant aussi des centres de production de vaccins, comme nous l'avons lancé en Afrique du Sud et dans plusieurs autres pays.

Nous avons tenu nos engagements en matière sportive en bâtissant des partenariats nouveaux pour déployer, former des sportifs sur le continent africain et déployer des infrastructures sportives. Et nous allons continuer de le faire et de l'accélérer du football au judo en passant par le basket et tant d'autres sports. Nous avons tenu nos engagements en accélérant grâce à la ténacité N'Goné FALL et à la saison Africa 2020 le changement de regard de la France sur le continent africain y compris dans nos écoles et nos manuels scolaires. Nous allons

poursuivre ce mouvement de reconnexion avec la création contemporaine africaine dans toutes ses composantes. En France, ce sera la mission de la future maison des mondes africains qui organisera à l'automne prochain un forum sur les industries culturelles et créatives africaines. Sur le continent africain, ce sera le rôle de nos instituts culturels, de notre réseau de coopération, de nos alliances françaises, de redevenir le creuset de cette intimité franco-africaine et de ce changement de regard. Nos instituts doivent-être les lieux où tout le monde vient et où l'on prend tous les risques. Ce sont d'ailleurs les lieux où commence le rayonnement d'un Fela KUTI ou, puisque nous serons à Kinshasa dans quelques jours, d'un Papa WEMBA ou encore d'un peintre MOKÉ, qui ont connu leur premier succès et leur première reconnaissance. C'est la force de ce réseau et c'est celle que nous voulons continuer d'avoir. Nous avons aussi tenu les engagements de Ouagadougou en procédant, grâce à l'éclairage intellectuel de Bénédicte SAVOY et Felwine SARR et au travail des équipes du Quai-Branly, à la restitution au Bénin des œuvres du trésor d'Abomey.

Nous irons plus loin puisqu'une loi-cadre sera proposée dans les prochaines semaines par la ministre de la Culture à notre Parlement. A partir des préconisations du travail réalisé par Jean-Luc MARTINEZ, que je remercie, cette loi-cadre permettra de fixer avec notre représentation nationale la méthodologie et les critères pour procéder à de nouvelles restitutions au profit des pays africains qui le demandent et reposant sur un partenariat culturel scientifique pour accueillir et conserver ces œuvres. La Côte d'Ivoire l'a déjà fait. Je souhaite que cette démarche puisse s'inscrire dans une dynamique plus large et européenne, à l'image du fonds franco-allemand que nous avons lancé pour développer les recherches de provenance sur les œuvres africaines entrées dans nos collections. Nous avons aussi, durant ces années, soutenu l'entrepreneuriat africain en y consacrant plus de 3 milliards d'euros entre 2019 et 2022 au travers de l'initiative Choose Africa. Nous allons amplifier cet effort en ciblant davantage les entrepreneurs français et africains qui sont confrontés au risque et qui n'arrivent pas à accéder au crédit ou au capital de quelques centaines de milliers d'euros qui débloqueraient leur situation. C'est précisément l'objectif de MEET Africa 2 — je sais que plusieurs qui ont été sélectionnés sont ici présents — qui permet d'accompagner celles et ceux qui ont des projets plus risqués. Et ce sera le rôle aussi de notre Banque Publique d'Investissement et de l'Agence Française de Développement de porter ensemble un nouveau programme, Choose Africa 2, qui sera dédié à cet effort et qui, en particulier en matière de culture, de sport, d'agriculture et de digital, reprenant tout ce que nous avons fait avec Digital Africa ces dernières années, démultipliera les opportunités. Nous dérisquerons davantage les

investissements français en Afrique avec ces mécanismes et nous accélérerons la croissance des petites entreprises africaines qui sont à la frontière entre l'économie formelle et informelle. Et sur le modèle de ce que le Sénégal a réussi, et comme nous avons commencé à le faire dans plusieurs pays africains, cette initiative sera également un levier pour appuyer une véritable politique d'innovation avec tous les pays volontaires.

Enfin, nous avons ces dernières années, posé les bases d'un axe euro-africain qui s'est incarné lors du sommet de Bruxelles en février 2022, sous Présidence française. Et c'est en nous appuyant sur cet axe euro-africain que nous avons obtenu à Paris en mai 2021, dans le Sommet sur le financement des économies africaines de Paris, le déblocage et le redéploiement des droits de tirage spéciaux au bénéfice de l'Afrique. Nous avons également lancé la production de vaccins aussi sur le continent africain, avec l'Afrique du Sud notamment, comme je l'évoquais tout à l'heure. C'est aussi pour ça que je me réjouis de pouvoir compter sur l'engagement du commissaire Thierry BRETON et de la commissaire européenne Jutta URPILAINEN présents à nos côtés dans quelques jours en RDC. C'est une véritable équipe européenne que nous souhaitons

mettre en place. Vous le voyez, en brossant ce tableau général, si je puis dire, je veux ici dire combien nous avons bousculé des choses qui paraissaient des tabous complets ces dernières années. Quand j'étais dans cette même université à Ouagadougou, tous les étudiants m'interrogeaient, me parlaient du franc CFA, de la restitution des œuvres d'art, de notre incapacité à accompagner l'entreprenariat africain. Tout cela, nous l'avons mis en place ces dernières années avec force et engagement. Malgré tout, il nous faut être lucide, nous ne sommes aujourd'hui qu'au milieu du gué. C'est une situation très inconfortable où nous continuons à être, en quelque sorte, comptables du passé, avec une politique qui a décidé très clairement de changer et qui a parfois perdu des soutiens qui étaient bien utiles, parce que nous voulions changer de méthode sans que nous ayons pleinement les résultats de la politique que nous avions lancé. Et donc nous sommes en effet comptables du passé sans avoir encore totalement convaincu sur les contours de notre avenir commun. C'est pour cette raison que le déplacement que nous allons entreprendre ensemble dans quelques jours est si important. Il intervient au moment où nous clôturons un cycle de notre Histoire en Afrique et un cycle qui a été marqué, à mes yeux, par deux choses que nous allons bousculer.

Premièrement, marqué par la centralité de la question sécuritaire et militaire et la prééminence du sécuritaire comme cadre. Cette prééminence, le rôle qu'elle a continué d'avoir, a été une ombre portée encore une fois ces dernières années ou un prétexte utilisé par beaucoup de nos opposants ou de celles et ceux qui voulaient pousser leur propre propagande pour dire : "La France est là et n'a qu'un agenda sécuritaire". L'objectif

de cette nouvelle phase dans laquelle nous rentrons, de cette nouvelle ère, est de déployer sous forme partenariale notre présence sécuritaire pour qu'elle s'insère dans ce nouveau partenariat. Je remercie le ministre des Armées et le chef d'état-major des armées pour le travail fait ces derniers mois pour véritablement penser et préparer ce nouveau partenariat sécuritaire. Je vais y revenir.

Le deuxième grand changement que nous allons faire, c'est passer d'une logique d'aide à une logique d'investissement solidaire et partenariale. Je crois que c'est à cette condition, en continuant et en amplifiant l'action qui a déjà été lancée, que nous pourrons conjurer cette opposition qui est en train de s'installer entre un Nord supposément occidental et un Sud global qui n'auraient plus de logiciel commun. Je crois profondément que c'est faux et nous devons démontrer le contraire. Nous l'avons démontré par une méthode nouvelle que nous avons là aussi commencée. Le G7 de Biarritz a été préparé avec les pays africains que j'avais invité. Comme on l'a fait aussi au G20 de Bali, où on a réuni l'ensemble des pays africains avant le début des travaux pour œuvrer ensemble par une conversation en quelque sorte permanente. C'est exactement la même chose que nous avons fait, quand nous avons lancé l'initiative ACT-A, conçue avec le bureau de l'Union africaine, dans un dialogue, là aussi inédit. Et c'est la même chose que nous allons faire. Pour moi, lors du sommet que nous allons organiser le 23 juin à Paris, nous allons consolider ce passage de la logique d'aide à celle d'investissement solidaire. Sur le nouveau partenariat Sud-Nord précisément parce que c'est avec l'Afrique, mais aussi avec l'Inde, la Barbade, que nous pourrons inventer un nouveau pacte pour dessiner une nouvelle architecture financière internationale permettant de lutter contre les inégalités, de financer la transition climatique. Et donc, pour moi, le moment que nous sommes en train d'inaugurer consiste à aller au bout du changement, d'être exigeants avec nous-mêmes et d'accepter de nous débarrasser pour de bon de réflexes, d'habitudes et d'un langage qui sont aujourd'hui en quelque sorte notre handicap. D'adopter une posture résolument plus claire de modestie, d'écoute et d'ambition. Au fond, de dire très clairement dans tous ces domaines que l'Afrique n'est pas un pré carré et encore moins un continent auquel les Européens et les Français pourraient dicter un cadre de développement, mais que c'est un continent où nous devons bâtir des relations respectueuses, équilibrées, responsables pour lutter ensemble sur des causes communes telles que le climat. Et c'est pour moi les termes mêmes de ce partenariat renouvelé que nous souhaitons, qui est l'inverse des logiques de prédation, qu'elles soient militaires et sécuritaires ou qu'elles soient financières, poussées aujourd'hui par d'autres pays.

Alors, pour réussir ce modèle de partenariat, il nous faut d'abord bâtir un nouveau modèle de partenariat militaire. C'est tout le travail que nous avons conduit ces derniers mois d'abord en le concevant, puis en le discutant

et le travaillant avec nos partenaires africains. J'ai reçu ici même, ces dernières semaines, l'ensemble des dirigeants concernés. Le ministre et le CEMA ont commencé des échanges. Une tournée va se poursuivre. Au fond, la logique, c'est que notre modèle ne doit plus être celui de bases militaires telles qu'elles existent aujourd'hui. Demain, notre présence s'inscrira au sein de bases, d'écoles, d'académies qui seront cogérées, fonctionnant avec des effectifs français qui demeureront, mais à des niveaux moindres et des effectifs africains qui pourront aussi accueillir, si nos partenaires africains le souhaitent et à leurs conditions, d'autres partenaires. Conformément aux échanges que j'ai eus ces dernières semaines avec mes homologues, cette transformation débutera dans les prochains mois sur le principe même de la co-construction, avec une diminution visible de nos effectifs et, de manière concomitante, une montée en puissance de la présence dans ces bases de nos partenaires africains.

Elle suppose que nos partenaires africains formulent très clairement leur besoin militaire et sécuritaire, qu'ensuite nous accroissions notre offre de formation, d'accompagnement, d'équipement au meilleur niveau. Et ce partenariat nous permettra ainsi de bâtir de nouveau modèle d'intimité et d'imbrication entre nos armées qui se traduira par un effort accru de la France en matière, comme je le disais, de formation et d'équipement. Deuxièmement, ce nouveau partenariat, cette transformation suppose de changer notre manière de faire et de communiquer sur ce que nous déployons, d'abord en étant plus réactif, plus visible et par conséquent plus lisible. Il faut là-dessus assumer nos échecs, mais il faut aussi assumer mieux notre succès. Et force est de constater que nous avons sans doute un défaut. Nous, Français, nous sommes trop divisés. Et la logique de boutique l'emporte trop souvent sur la logique d'équipe de France. Nous devons agir tous ensemble pour que ce soit visible et pour que la France, quelle que soit l'entité, qu'elle soit administrative ou l'entreprise, apporte des solutions concrètes qui permettent dans un pays, de répondre à un besoin de la jeunesse pour mieux éduquer, pour répondre à des problèmes énergétiques ou de transition climatique, pour répondre à des besoins sportifs, il est clair que ce soit l'équipe de France, qu'il l'ait mise en place.

Nous sommes divisés, nous sommes donc trop peu lisibles, pas assez concrets sans doute. Et donc il nous faut dans les prochains temps changer notre méthode, déployer des projets plus concrets, tangibles et surtout là où nos partenaires nous attendent. L'éducation, mais pas simplement en bâtissant des murs, en accroissant notre offre de formation des enseignants et de qualité des enseignants, en bâtissant une offre accrue dans la formation professionnelle, demandes de beaucoup de pays, y compris nombre d'entre eux chez qui nous étions peu présents. Formation professionnelle, santé, climat, égalité femme-homme, soutien à l'entreprenariat, la culture, le numérique. Par cette nouvelle méthode, nous devons simplifier notre offre et être

beaucoup plus concret à l'écoute, travailler davantage avec la société civile et apporter une offre qui soit de la meilleure qualité possible, et le faire, avec au fond, deux réflexes nouveaux : descendre dans l'arène, comme nous l'avons fait lors du sommet de Montpellier en revendiquant d'écouter la jeunesse et la société civile africaine, comme la ministre déléguée l'a fait dans ses différentes tournées ces derniers mois, et je l'en remercie. Et ensuite d'embarquer à nos côtés les autres et de jouer à chaque fois que c'est utile en européen ou même en international, ce qui est exactement ce que nous ferons à Libreville dans quelques jours, avec une posture collective. Dès cette année, un premier fonds de 40 millions d'euros sera mis à disposition de nos ambassades dans les pays d'Afrique francophone pour faire la démonstration que nous pouvons faire cette transformation.

Et c'est la mission que je donne à nos ambassadrices et ambassadeurs : démontrer que notre partenariat est concret et piloter une communication offensive, au fond, décomplexée mais sans arrogance. Nous devons aussi aller au bout de cette transformation parce que nous avons des intérêts à défendre. Et je pense que quand on parle d'Afrique, il faut le dire clairement parce que ça va beaucoup mieux en le disant. On ne va pas faire le bien commun. On a des défis communs. Le changement climatique est un défi commun. Essayer que la jeunesse africaine trouve un avenir, est un défi commun, parce que ce sera aussi notre problème si on n'y arrive pas. Mais on va défendre des intérêts et c'est ça un partenariat réciproque et équilibré. On ne prend pas les gens pour des imbéciles. On ne se dit pas « on arrive chez vous parce qu'on va faire le bien chez vous à votre place car vous n'êtes pas capable de savoir ce qui est bon pour vous, de le penser ou de le faire ». Non. On vient défendre nos intérêts et on le fait de manière respectueuse avec les intérêts des pays africains où on se déploie. C'est la logique dans laquelle, d'ailleurs, depuis le début, le Conseil présidentiel pour l'Afrique à chaque fois déployé ses conseils, proposé des mesures et je remercie tous ces membres depuis 2017 pour leur engagement.

Notre intérêt, c'est d'abord la démocratie. La France est un pays qui soutient, en Afrique comme ailleurs, la démocratie et la liberté. Un pays qui parle à tout le monde, y compris aux opposants politiques. Un pays qui préfère les institutions solides aux hommes providentiels. Un pays qui considère que les putschs militaires ne seront jamais des alternances démocratiques. Et, comme le rappellent nombre d'intellectuels africains, la démocratie a également une genèse africaine. Aussi, notre rôle n'est pas d'imposer nos valeurs ou de les proclamer, mais de contribuer à ce que des réseaux d'intellec-

tuels et d'acteurs civiques la fassent vivre en s'inspirant des pratiques démocratiques de leur société. Ce sera le rôle de la Fondation sur l'innovation et la démocratie qui a été créée en fin d'année dernière à Johannesburg et qui rayonnera sur tout le continent et je veux, une fois encore, remercier le professeur Achille MBEMBÉ pour son travail, son engagement, ses propositions et tout ce qu'il a d'ores et déjà bâti avec ses équipes, ce qu'il va continuer de faire. Mais c'est exactement cet esprit-là que nous devons poursuivre. Ne pas abandonner ce qui est, pour moi, un intérêt de la France, la démocratie. Mais le faire de manière respectueuse avec ce qu'est l'histoire du continent et surtout les acteurs qui doivent le porter.

Notre intérêt, c'est évidemment aussi de nous donner une nouvelle ambition économique sur le continent africain. Notre partenariat économique avec le continent africain est, certes, solide, mais je le dis ici avec force et en saluant la présence nombreuse d'une délégation économique de grande qualité et je remercie l'ensemble des présidents, présidentes, directrices et directeurs généraux de grands groupes français de leur présence aujourd'hui, mais nous avons besoin d'être lucides sur notre présence économique sur le continent africain et la manière dont elle est vue. Nous sommes dans une position qui ne va pas dans la bonne direction. Et c'est pour bonne partie de notre faute parce que nous avons trop souvent eu une logique de rente dans notre rapport au continent africain.

On a considéré que parce qu'on était la France, même quand on faisait mal, même quand on était plus cher que les autres, même quand les solutions de financement étaient moins bonnes, on allait continuer d'être pris. C'est une terre de compétition maintenant. Alors, certains font la compétition avec d'autres armes - que je récuse – et on se bat contre quand les financements deviennent eux-mêmes des éléments de fragilité des économies. C'est pourquoi on s'est battu pour qu'il y ait un cadre dans le G20. Mais indépendamment de ça, je le dis parce que je l'ai vu, nous avons aujourd'hui encore trop de nos entreprises qui ne produisent pas les travaux de meilleure qualité parce que c'est l'Afrique. Ça ne marchera plus. Et je vous le dis en toute sincérité, je ne défendrai plus les entreprises qui ne sont pas prêtes à se battre.

Quand le Président de la République va dans un pays où on reçoit un dirigeant et qu'il a un N-10 à côté de lui, face à un président africain, personne ne peut considérer que c'est une marque de respect. Ce n'est pas pareil quand on va en Allemagne, en Pologne, dans des pays du Golfe, en Chine. L'Afrique est devenue une terre de compétition. Il faut donc qu'on ait un réveil du monde économique français pour se dire « on doit aller s'y battre ». Ce sont les patrons qui doivent y aller quand il y a un grand contrat et quand on prend un contrat, il doit être délivré en temps, en qualité. Et s'il y a des problèmes, il faut qu'on puisse savoir très clairement d'où vient le problème. Je ne dis pas que tout le monde est parfait et parfois nos partenaires africains ne sont pas non plus au rendez-vous de ce qui nous avait promis à tel ou tel endroit de l'administration. C'est une réalité, je sais leur dire. Mais j'ai du mal à leur dire quand nous, on n'est pas au rendez-vous. Et donc là, il faut qu'on ait un réveil collectif sur ce terrain-là parce que d'autres pays qui étaient moins présents pour nous il y a quelques années, qui ne sont pas mieux armés que nous, sont en train de prendre des positions simplement parce qu'ils prennent les pays africains au sérieux.
Je souhaite aussi qu'une nouvelle génération

d'entrepreneurs français, africains, franco-africains se projettent dans de nouvelles coopérations et dans une nouvelle philosophie qui doit être celle de la co-industrialisation. C'est le sens même du programme Pass Africa. Je sais qu'il y a plusieurs lauréats qui sont ici présents, qui est un programme à mes yeux très important, qui va nous permettre de développer justement cet entrepreneuriat. Et au fond, c'est cette logique de bâtir aussi d'aider les nouveaux acteurs et de tirer profit dans un sens très pragmatique, du fait que la France est forte de ses diasporas et qu'elle a aussi des réseaux d'entrepreneurs qui ont un pied sur le continent africain, qui le connaissent, qui ont leurs propres connections. On doit simplement les mettre en capacité, les aider à déployer leur activité et leur réussite sur ce continent. Notre intérêt, c'est aussi de jouer collectif avec nos alliés européens et de positionner l'Europe comme le partenaire de référence sur les grands sujets de défense et de sécurité. C'est le cœur même de ce que nous allons faire au-delà du pivot que j'évoquais tout à l'heure. C'est la même chose que nous souhaitons faire en matière de financement des infrastructures africaines. C'est seulement avec ce levier que nous pourrons réellement jouer à armes égales dans la compétition avec d'autres acteurs. Plusieurs d'entre vous sont engagés dans ce secteur et je les en remercie avec beaucoup de sérieux. Mais c'est avec ce levier que nous pourrons convaincre nos partenaires africains d'adopter des standards auxquels nos entreprises peuvent travailler et produire des infrastructures de qualité que nous souhaitons promouvoir dans le cadre du G20. C'est la logique même de ce que l'Union européenne a fait avec le Global Gateway, puis que nous avons porté en G7 avec le Partenariat mondial pour les infrastructures et 600 milliards d'euros qui seront déployés d'ici 2027. Ce sont des leviers de financement massif, mais c'est aussi un cadre qui est celui du G20 que nous déployons qui est un cadre de sérieux, de soutenabilité, du financement public de ces infrastructures. C'est pour cela qu'il faut aussi voyager ensemble, parler ensemble, agir ensemble, et à chaque fois que nous avons mobilisé cet axe euro-africain, nous avons été à la hauteur de nos promesses.

Enfin, nous avons des atouts à faire valoir. La force d'innovation de nos PME, notre recherche et notre excellence scientifique, nos universités, notre formation militaire, nos artistes, nos sportifs, nos jeunes qui s'engagent dans le volontariat, et parmi eux, comme je le disais, nos diasporas. Chacun de vous ici se reconnaîtra dans cette liste. Alors, la bonne nouvelle, c'est qu'au fond, c'est vous davantage que le Président de la République qui êtes attendus en Afrique et c'est le message qui a été très clairement donné au Sommet de Montpellier. C'est aussi le message que j'ai entendu partout en Afrique et encore en juillet dernier en dialoguant avec de jeunes camerounais. Plusieurs d'entre vous ont été à mes côtés. Tous ont la même interpellation. Où est la jeunesse française dans ce partenariat ? Où sont les écoles et

les universités françaises ? Pourquoi les entrepreneurs français n'investissent-ils pas encore davantage ? Pourquoi l'équipe de France de football et les clubs français vont-ils jouer partout dans le monde, sauf en Afrique ? Pourquoi les musées français ne travaillent pas davantage avec nous ? C'est aussi pour ça que vous serez à mes côtés car seul, je n'ai pas les réponses à ces interpellations. Et donc c'est une réponse crédible, effective qu'il faut apporter et dans la durée. Et cette réponse nous l'apporterons et c'est aussi pourquoi je crois que ce que nous poursuivons depuis 6 ans est très important, pas simplement pour nos intérêts en Afrique et je le crois modestement aussi pour nos réponses à ce que sont les défis du continent africain. Comme ce que nous ferons par exemple à Libreville, on y reviendra sans doute dans les questions, sur la question climatique et biodiversité et les forêts. Mais je crois que c'est important pour la France. Nous réussirons ce nouveau partenariat si nous assumons la part d'africanité de la France. Le rôle et la place de nos diasporas. Et si nous assumons le fait que la France n'a plus de pré carré en Afrique, elle a des devoirs, des intérêts, des amitiés qu'elle veut bâtir, poursuivre, renforcer pour mener des politiques solides dans chacun des domaines que vous représentez ici. Voilà le sens de ce déplacement et des efforts que nous allons conduire dans les 4 années à venir : assumer nos intérêts, les promouvoir, mettre en place des liens humains plus forts au cœur de ce partenariat, renforcer le lien avec les sociétés civiles et bâtir ensemble un agenda sur les questions climatiques, d'éducation et de santé qui sont bonnes pour nous tous. Des liens économiques, scientifiques, universitaires, culturels, sportifs.

Je n'ai pour ma part aucune nostalgie vis-à-vis de la Françafrique, mais je ne veux pas laisser une absence ou un vide derrière elle. Autant que moi et surtout au-delà de ma propre contribution, vous serez le cœur de ce partenariat et votre propre engagement donnera tout son sens au choix politique que nous avons fait avec notre Parlement de rehausser et sanctuariser cette politique de partenariat avec, là aussi, des financements inédits. Cette politique n'est pas une politique d'instrument désincarné, c'est une politique de solidarité, c'est une politique aussi pour les Français, c'est une politique qui doit nous permettre de trouver des partenaires, des alliés pour peser sur les équilibres du monde. Et c'est aussi pour cela, si nous réussissons cette politique, si nous réussissons en juin prochain ce sommet pour le nouveau partenariat entre le Sud et le Nord, que nous arriverons à conjurer ce grand récit qui est en train de s'installer, celui d'un double standard qui existerait entre l'Ukraine et le reste du monde, dont l'Afrique. Celui,

au fond, d'une division, comme je le disais, entre l'Occident et le Grand Sud. Si on laisse s'installer ce récit ou en quelque sorte si on le documente, pour un pays comme le nôtre, ce sera terrible. Parce que, comme je le disais au début de mon propos, nous avons des destins liés par ce que nous sommes, par ce qu'est le peuple français, par ce qu'est notre géographie et notre avenir.

Je vous remercie pour votre attention.

Général d'armée Thierry BURKHARD
Chef d'état-major des armées

Transcription du discours
du général d'armée Thierry Burkhard chef d'état-major des Armées
devant la 30e promotion de l'École de guerre

Le texte ci-dessous est la transcription du discours prononcé le lundi 3 octobre 2022 dans l'amphithéâtre Foch de l'École militaire. Les titres en gris permettent de mieux repérer l'articulation des propos mais n'ont pas été formulés. Seul le prononcé fait foi.

Mon général,

Mesdames, Messieurs les cadres professeurs de l'École de guerre, Mesdames, Messieurs les stagiaires étrangers et français, Mesdames, Messieurs les auditeurs civils,

C'est un vrai plaisir d'être avec vous cet après-midi car vous incarnez la future génération de chefs. Je salue tous les officiers des pays alliés et partenaires de la France. C'est un grand honneur de vous recevoir. Nous avons besoin de vous pour affiner notre compréhension de vos armées, de vos pays et partager votre vision du monde. Je salue particulièrement les deux officiers libanais de la part de leur chef d'état-major des Armées, le général Aoun que j'ai rencontré ce weekend à Beyrouth.

Je salue les auditeurs civils et je les remercie de leur présence. Elle permet d'avoir un apport

extérieur et d'éviter de réfléchir en vase clos.

Bien évidemment, je salue les stagiaires français et je les félicite car ils ont été sélectionnés pour suivre la formation de l'École de guerre. Je les remercie parce qu'ils sont ici pour assurer

l'avenir de nos armées en se formant. Mais ils ont également une autre mission : accueillir les stagiaires étrangers et accueillir les auditeurs civils.

En introduction, je voudrais faire deux constats structurants et malheureusement factuels.

Le 24 février 2022 constitue un point de bascule qu'il ne faut pas sous-estimer. Le changement n'a pas débuté spécifiquement ce jour-là, il y avait des prémices. Néanmoins, le 24 février nous fait changer de monde. Il est vrai que ce nouveau monde n'est pas encore complètement stabilisé et je pense qu'aujourd'hui personne ne peut véritablement décrire les changements qui vont encore découler de cette nouvelle situation. Toutefois, ces évènements nous forcent à réinterroger nos modes d'action, nos organisations, nos choix. Tout ce que nous faisions avant n'était pas faux et injustifié mais il faut se poser la question de savoir si aujourd'hui, cela a encore du sens et si nous devons continuer à agir de cette manière. Intégrer ce nouveau logiciel demande des efforts mais est indispensable.

Deuxième constat : ce n'est pas totalement une surprise. Les armées en particulier avaient bien identifié la probabilité d'un conflit entre États, entre États-puissances, qui puisse se transformer en affrontement de haute intensité. Je l'avais évoqué l'année dernière devant la promotion précédente : quelque chose de ce type-là pouvait arriver. Les armées ont d'ailleurs commencé à se préparer à cette hypothèse depuis plusieurs années. Ce n'est pas totalement une surprise, mais je constate tout de même une grande accélération. Aussi, ce serait dommage d'avoir prévu ces évolutions et de ne pas être capable de réagir. Il faut se soucier de ne pas se laisser dépasser par les évènements, de bien rester accroché, voire d'essayer de reprendre un temps d'avance.

Avant de céder la place aux échanges, je voudrais revenir d'abord plus en détail sur l'évolution de l'environnement stratégique puis faire un point de situation sur nos opérations qui sont la finalité des armées et que nous conduisons avec de nombreux pays, dont sont issus plusieurs stagiaires étrangers présents. Enfin, j'aborderai les grandes orientations que nous suivons pour poursuivre l'adaptation des armées. Nous nous adaptons en permanence ; dans un monde qui évolue vite c'est indispensable.

Je conclurai en évoquant pour les stagiaires français en particulier, ce que les armées attendent de vous et ce que j'attends de vous.

1 APPRECIATION DE SITUATION SUR L'ENVIRONNEMENT STRATEGIQUE

1.1 Les grandes tendances

Les grandes tendances qui ont été observées depuis quelques années trouvent une confirmation.

1.1.1 Retour du rapport de force comme mode de règlement des conflits

Tout d'abord, il y a un vrai retour du rapport de force comme mode de règlement des conflits. Aujourd'hui, pour de nombreux de pays les conflits se règlent par la force et

il y a une forme de désinhibition dans son emploi. Le réarmement avait commencé bien avant l'année 2022, pour autant l'emploi de la force était une étape supplémentaire. Aujourd'hui, cette étape-là est franchie : il y a une vraie volonté d'utiliser la force.

Ensuite, je note une escalade dans l'emploi des moyens. Vous constatez que depuis quelques semaines, il est beaucoup question du nucléaire sur les plateaux des chaînes d'information continue comme si c'était un outil militaire comme les autres. Heureusement, cette banalisation dans le discours ne s'est pas accompagnée d'une banalisation de l'emploi. Pour les Français, je pense qu'il faut néanmoins faire attention. Qu'il y ait des discussions plus libres et plus ouvertes est certainement une bonne chose mais il faut avoir conscience de ce que cela représente. Il ne faut pas mettre en danger la dissuasion et sa nécessaire discrétion en ouvrant des débats incontrôlés.

Le deuxième sujet lié à cette escalade est le risque de prolifération. L'Ukraine a abandonné son arsenal nucléaire en 1994 en échange de la garantie de la souveraineté et de l'intégrité de son territoire. Si l'Ukraine perdait la guerre contre la Russie, je pense que cela constituerait une vraie bascule pour beaucoup de pays. Cela serait le signal qu'il faut absolument franchir le seuil du nucléaire pour être capable de se défendre.

1.1.2 Des compétiteurs extrêmement offensifs

La deuxième tendance est marquée par la présence de compétiteurs extrêmement offensifs. Ils sont présents dans tous les milieux et dans tous les champs, y compris en employant des stratégies hybrides. Pour les armées françaises, au quotidien ou presque, nous sommes confrontés à des actions de ces grands compétiteurs sur nos théâtres d'opération. Par exemple, c'est vrai en Afrique avec la présence de Wagner; c'est vrai dans l'espace aérien au- dessus du nord-est syrien avec les interactions entre nos avions et les avions russes ; c'est vrai en Atlantique et en Méditerranée avec la présence de sous-marins adverses qu'il s'agit de pister et de marquer.

Face à nous, les grands compétiteurs ont une vraie volonté de faire émerger une vision désoccidentalisée du monde. C'est un peu plus subtil que ne l'était le combat du communisme contre le capitalisme mais il y a une volonté partagée de contrer le monde occidental dans son modèle actuel.

Je note aussi les progrès dans la maîtrise du champ informationnel. Dans ce champ, il n'y a pas de victoire décisive. Néanmoins c'est une caisse de résonance extrêmement importante avec une capacité d'amplification des succès ou des échecs. Nos grands compétiteurs manient ces outils avec beaucoup d'efficacité. En particulier la manœuvre d'influence russe sur le plan stratégique est significative.

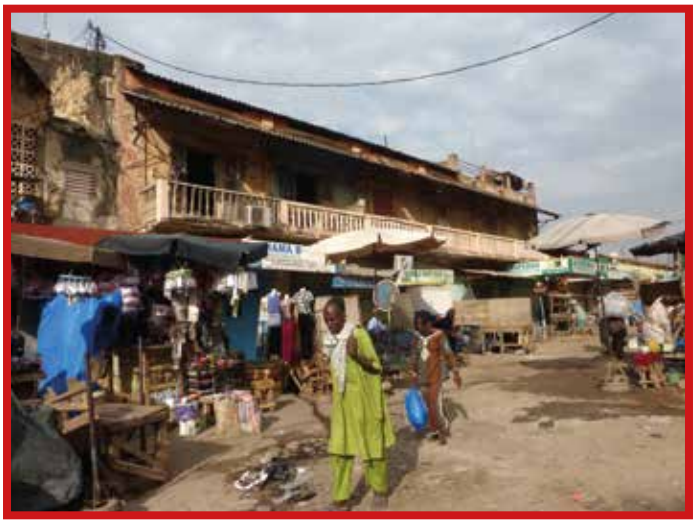
1.1.3 Un monde plus stratégique

Troisième tendance, le monde est plus stra-

tégique. Cela est dû à des facteurs structurants. Nous vivons dans un monde globalisé, numérisé avec des interdépendances très fortes entre tous les États et tous les continents. Cela constitue une réelle vulnérabilité pour les flux énergétiques, de matières premières, de données voire quelquefois de produits alimentaires.

Dans ce monde plus stratégique, les stratégies de long terme révèlent leur puissance. Les « démocratures » qui capitalisent sur leur stabilité politique et peuvent mettre en place de telles stratégies, en tirent de vrais profits.

Il faut aussi souligner que les tensions sino-américaines autour de la lutte pour le leadership mondial orientent les priorités et fixent beaucoup d'énergies, voire de forces. Cela offre des opportunités d'affirmation aux puissances régionales qui provoquent des débordements.



1.2 Enseignements

Quels enseignements en tirer ?

1.2.1 Fin des engagements choisis

Le premier enseignement est la fin des engagements choisis. Cela fait une vingtaine d'années que nous choisissions les guerres dans lesquelles nous nous engagions. Nous choisissions même l'intensité avec laquelle nous nous engagions. Lorsque nous décidions de nous en aller, il y avait un coût politique, diplomatique, financier mais l'ennemi sur le terrain ne nous empêchait pas de nous retirer. C'était vrai en Afghanistan, cela s'est vérifié au Mali. Quand la France décide de se retirer ce ne sont pas les groupes armés terroristes qui nous empêchent de nous retirer.

Cette possibilité, c'était le monde d'avant ; le monde d'aujourd'hui ce sont les guerres imposées. L'Ukraine ne voulait pas la guerre, elle doit faire la guerre. Cela modifie considérablement les données pour construire notre outil de défense. Dans une guerre choisie, quand vous avez un déficit en munitions, une tension sur certains types de matériels ou certains types d'unités vous pouvez compenser : vous baissez l'intensité temporairement par exemple. Cela ne se traduit pas par une défaite sur le terrain. Aujourd'hui, dans les guerres imposées, le niveau d'engagement, le rythme, l'intensité sont aussi fixés par votre adversaire. Cela a donc un impact fort sur la manière dont il faut construire notre outil de défense.

De plus, les guerres imposées entre États ont des répercussions mondiales à cause de l'interdépendance globale. En Ukraine, la France n'est pas belligérante mais il n'est pas facile de sortir de l'escalade. C'est quelque chose qu'il est important de retenir pour les exercices que vous allez jouer et plus tard dans la manière dont vous appréhenderez les choses. Aujourd'hui lorsque l'on s'engage dans un conflit, on ne peut pas fixer a priori le niveau de puissance avec lequel on veut s'engager. C'est même dangereux de mettre un seuil *a priori*.

1.2.2 Changement d'échelle

Le deuxième enseignement est le changement d'échelle. En premier lieu, il y a l'augmentation des volumes engagés. En bande sahélo-saharienne, nous étions au maximum aux alentours de 5000 hommes et nous estimions que c'était un engagement important. C'est évidement sans comparaison possible avec les volumes de forces qui sont engagées en Ukraine : plusieurs centaines de milliers d'hommes de part et d'autre.

L'augmentation de l'intensité est aussi perceptible dans le niveau des structures engagées. Quand on s'engage à 150 000 hommes ce n'est pas seulement la multiplication des unités que nous avons l'habitude d'employer. Ce n'est pas 10 000 fois un sous-groupement. Ce sont des engagements au minimum au niveau de la division ou du corps d'armée, au niveau du task group pour les marins, et COMAO pour les aviateurs. Cela nécessite des savoir-faire bien plus développés qui reposent en amont sur un entraînement extrêmement poussé, qu'il ne faut pas négliger.

Le changement d'échelle nous amène également à percevoir la difficulté d'acquérir dans les différents milieux une supériorité totale, une suprématie. Or, les armées occidentales se sont construites et ont construit leurs outils pour être capable de l'acquérir. Je pense que c'est quelque chose qu'il n'est plus envisageable ni raisonnable de viser. Ce n'est pas par défaut, parce que nous serions faibles mais cela doit plutôt être une stratégie positive à adopter de ne pas vouloir dimensionner son outil pour acquérir une supériorité totale et permanente. J'y reviendrai quand j'évoquerai la construction de notre outil de combat.

Ensuite, toujours en lien avec le sujet du changement d'échelle, il y a une nécessité de passer par des alliances pour acquérir de la masse et la capacité à durer. Il n'y a plus beaucoup de pays qui peuvent disposer à eux seuls de la masse suffisante pour conduire des opérations de haute intensité. Dans ce cadre-là, l'importance de l'OTAN comme outil de défense collective est primordiale.

1.2.3 Plus stratégique au quotidien

Le troisième enseignement est d'être plus stratégique au quotidien, avec un effort d'anticipation.

L'anticipation est plus particulièrement le travail des services de renseignement, de la DRM pour le renseignement d'intérêt militaire. Sa réorganisation est en cours. À l'EMA, nous avons mis sur pied une cellule spécifique « Anticipation stratégique et orientation » pour posséder une capacité à déceler les évènements et à les anticiper.

Être plus stratégique au quotidien, c'est mieux prendre en compte la compétition, y compris dans les modes d'action hybrides. Nous-mêmes devons réfléchir à des modes d'action hybrides. Ce n'est pas réservé à nos adversaires ou à nos ennemis. Il faut bien évidemment qu'il y ait des règles de droit

comme dans nos autres modes opératoires mais la guerre hybride est quelque chose que nous devons savoir utiliser également.

Enfin, il faut afficher notre détermination dans tous les milieux et dans tous les champs pour pallier le risque de la faiblesse face à des compétiteurs pour qui la force est le référentiel. C'est extrêmement scruté par nos compétiteurs aujourd'hui.

Malgré ces enseignements, malgré cette évolution de l'environnement stratégique avec ses nouvelles difficultés, les armées françaises, avec leurs alliés, conduisent des opérations à travers le monde avec succès.

2 POINT DE SITUATION DES OPERATIONS

Tout d'abord deux rappels.

La France développe et s'exprime au travers d'une stratégie de puissance d'équilibres. C'est une stratégie dynamique et offensive. « Dynamique » veut dire que lorsque nous changeons de stratégie, ce n'est pas forcément parce que nous sommes en échec mais parce qu'il est logique d'adapter les différentes postures et les opérations que nous sommes en train de mener à la modification de l'environnement.

Le deuxième rappel est que l'action de la France se joue sur le segment « gagner la guerre avant la guerre ». Rechercher l'affrontement n'est pas une finalité en soi. C'est probablement ce qui était envisagé et réalisé quand nous nous opposions à des groupes armés terroristes. Cependant, quand nous envisageons la guerre contre des États-puissance, l'objectif ne peut pas être simplement d'aller à l'affrontement, sous peine de jouer à pile ou face avec des conséquences incalculables dans tous les cas. L'objectif est bien de gagner la guerre avant la guerre en imposant notre volonté dès la phase de compétition. Ceci nécessite d'être crédible et d'être prêt à aller à l'affrontement mais l'objectif est de gagner la guerre avant la guerre.

2.1 Barkhane

Un point sur les opérations, en Afrique. Vous avez suivi cet été la réarticulation du dispositif à la suite du désengagement du Mali : diminution des effectifs et reconfiguration des forces sur nos emprises existantes au Niger, au Tchad et vers les pays du Golfe de Guinée. C'est une manœuvre logistique impressionnante, vraiment hors norme, qui a été conduite. Je pense que dans ce domaine-là, l'armée française a une expérience exceptionnelle. Les logisticiens qui sont dans la salle méritent ma reconnaissance et je leur adresse toutes mes félicitations. Tout cela n'aurait pas pu être fait sans la maîtrise de l'environnement sécuritaire et l'aide très importante des alliés : États-Unis, Royaume-Uni, Belgique, Qatar, Émirats Arabes Unis et j'en oublie sûrement.

Maintenant que cette réarticulation est achevée, il faut relancer l'action. Il y a trois volets qui ont été fixés dans l'état final recherché.

D'abord il faut décrédibiliser Wagner, un groupe mercenaire installé au Mali qui est le facteur d'instabilité majeur

ciatif.

De

aujourd'hui en Afrique. Tête de pont de l'influence russe, il vise à mettre l'ensemble des pays occidentaux, France en tête, en difficulté en utilisant en particulier la caisse de résonance médiatique et le champ informationnel. La décrédibilisation de Wagner doit se faire d'abord dans le champ informationnel, ce qui permet de ménager au mieux l'image de la France en Afrique.

Le deuxième volet, c'est le partenariat avec le Niger qui se fait en fonction de ses demandes selon un nouveau modèle de coopération avec des opérations extrêmement intégrées. Cela se fait de manière remarquable. C'est un partenariat très fort avec des opérations qui sont définies par le partenaire nigérien. Il a apporté également un soutien extrêmement important à notre désengagement. C'était une clé de la réussite.

Le troisième volet de l'état final recherché c'est l'extension de l'appui aux pays du Golfe de Guinée avec la volonté d'être plus asso-

manière générale, l'important est d'adapter la manière dont la France est présente aujourd'hui en Afrique. Une partie de nos difficultés vient de là. Nous n'avons probablement pas été capables de voir comment l'Afrique évoluait et d'adapter la posture. Les dispositifs ont pris une tournure extrêmement militaire, non pas par la volonté des militaires, mais un peu par désengagement d'autres formes de coopération qui étaient beaucoup plus présentes auparavant dans le domaine de l'éducation, de la culture, du sport, du développement. Finalement les armées se sont retrouvées en survisibilité, ce qui a créé les problèmes de positionnement de la France en Afrique que nous connaissons aujourd'hui. Pour la France mais aussi pour les pays européens et occidentaux, le vrai défi est la capacité d'être présent en Afrique de manière différente, beaucoup plus en partenariat. C'est en cela que la manière dont nous interagissons avec les Nigériens est pour moi un cas d'école.

C'est comme cela que nous devons réussir à avancer avec les pays du Golfe de Guinée.

C'est tout de même plus compliqué parce que l'on ne peut pas seulement dire à un partenaire que l'on va se mettre à son rythme, il faut vraiment accepter de suivre son rythme. Assez fréquemment il m'est demandé « où est le plan ? », « qu'est-ce que vous voulez faire ? Il faut que ce soit plus précis ». Si j'ai un plan avant d'avoir été le construire avec les partenaires africains, ce n'est probablement pas le bon plan. Il faut être capable de faire preuve d'une certaine patience et vraiment s'adapter à nos partenaires, qui ont leurs propres priorités et leur fonctionnement, ce qui nécessite d'avoir un tempo un peu différent.

C'est vrai aussi pour la coopération avec les pays européens qui imaginaient plutôt une coalition ad hoc que nous irions proposer aux pays africains. Les pays africains ne l'entendent pas exactement de cette manière-là. Ils veulent d'abord développer une relation bilatérale. Donc il faut passer par cette étape de coopération bilatérale. Mais pour certains pays européens qui ont des représentants dans la salle, cela complique un peu les choses. Tous les pays n'ont pas par exemple une ambassade à Niamey. Il est plus facile d'arriver au sein d'une coalition montée par les Français mais il faut savoir se conformer aux demandes de nos partenaires. Ensuite, cela ne nous empêche pas de nous coordonner sur place et d'intégrer d'autres pays.

2.2 Europe

En ce qui concerne l'Europe, vous avez connaissance des informations comme moi. Le front est animé mais globalement stable. Les effets de la mobilisation russe ne se feront pas vraiment sentir avant 3 à 4 mois. Quoiqu'il en soit, la Russie continue de s'inscrire dans une stratégie du temps long, qui

ne s'intéresse pas seulement aux aspects militaires comme le montrent les évènements des dernières semaines : annonce de la mobilisation partielle, déclaration d'annexion. Ce n'est pas très rassurant. Ces différentes frictions montrent que nous sommes dans une spirale qui ouvre la porte à d'autres évènements potentiellement plus inquiétants.

La stratégie russe est une stratégie de long terme que la Russie a patiemment préparée en reconstruisant et en renforçant son armée, peut-être pas autant qu'elle l'aurait voulu et avec l'efficacité désirée mais elle a néanmoins fait un vrai effort de renforcement. Elle a développé des armes de niche, les « armes du Manège », des armes de haute technologie comme des missiles hypersoniques ou des torpilles nucléaires qui sont aujourd'hui assez échantillonaires mais posent néanmoins de vraies difficultés de prise en compte de la menace. C'est aussi la Russie qui a imposé à l'Europe, peut-être un peu trop facilement, une vraie dépendance énergétique qui aujourd'hui pose problème. Enfin, la Russie a mis en place un vrai conditionnement de sa population. Depuis 10 ou 15 ans il y a eu une remise à l'honneur de la Grande guerre patriotique, des héros de

l'Union soviétique, jusqu'au plus bas niveau. La stratégie de long terme s'appuie directement sur cet endoctrinement.

2.2.1 Crédibilité militaire de la France

En ce qui concerne la crédibilité de la France sur le théâtre européen, vous avez suivi la réactivité de la VJTF, l'échelon d'urgence de l'OTAN lors de son déclenchement avec un bataillon français renforcé d'une compagnie belge déployé en une semaine en Roumanie. Le groupe aéronaval qui était en Méditerranée orienté face au Levant a basculé face au flanc est et des patrouilles de Rafale ont été envoyées à partir de la France au-dessus de la Pologne le jour même de l'attaque.

La France est nation-cadre en Roumanie avec maintenant une compagnie néerlandaise qui a relevé les Belges. Des options d'élargissement sont à l'étude en discutant avec d'autres partenaires. À partir de la prochaine relève française, nous passerons sur un segment plus lourd avec la mise en place de chars Leclerc et de VBCI à l'automne 2022. Nous mettrons également en place pour la première fois des Rafale en Lituanie à compter de décembre 2022.

Il y a également l'opération de réassurance LYNX, avec les Britanniques, conduite au profit de l'Estonie. C'est une opération qui est pour la France l'expression d'un vrai partenariat stratégique avec l'Estonie. L'Estonie est le premier partenaire qui s'est engagé au Mali avec la France au sein de BARKHANE puis TAKUBA. Je pense que c'est intéressant de voir les effets que cela produit. L'Afrique pouvait paraitre assez éloignée pour l'Estonie. Néanmoins la mise en place d'une seule section au sein de BARKHANE a complètement modifié la perception de ce pays sur ce qu'il se passe en Afrique, sur la menace terroriste, sur l'impact de l'insécurité en Afrique, sur les flux migratoires. Au parlement estonien, ils ont commencé à discuter de la manière d'aider ces pays. C'est vraiment une très bonne chose. La concrétisation du partenariat, de la solidarité stratégique se perçoit bien.

2.2.2 Enjeu pour la sécurité du continent à long terme

J'ai expliqué que nous étions face à la Russie qui développait une stratégie de long terme. Je constate qu'en Europe, en tout cas entre alliés occidentaux, nous n'avons pas réussi pour l'instant à mettre en place une vraie stratégie de long terme. Nous avons été pris de court par la stratégie de long terme russe.

Nous renforçons l'Ukraine de manière très importante ce qui produit des effets substantiels. Cependant, nous ne nous sommes pas encore entendu entre Européens sur la manière de cohabiter en sécurité avec les Russes qui seront toujours là, peu

importe les conclusions de la guerre en Ukraine, durant les 5 à 10 ans qui viennent. Il faut vraiment que nous y travaillions. Bien évidemment il faut inclure les Américains dans ces réflexions mais c'est un travail que nous devons conduire entre Européens car notre point de vue est spécifique. Assez logiquement les Américains voient différemment la sécurité en Europe : à 8000 km, c'est compréhensible. C'est valable aussi pour nous en Europe : la France, l'Espagne ou l'Italie ne voient pas la sécurité en Europe comme la Pologne, l'Estonie ou la Roumanie. Quoi qu'il en soit il faut bâtir une stratégie de long terme pour assurer la sécurité en Europe.

Face à cette situation quelles sont les adaptations nécessaires pour l'armée française ?

3 CONSTRUIRE LES ARMEES DONT LA FRANCE A BESOIN

Les armées doivent contribuer à l'ambition de puissance d'équilibres de la France. Cela passe d'abord par un double rééquilibrage, puis cela s'articule sur un socle fondamental et trois axes d'effort.

3.1 Double rééquilibrage

Qu'en est-il du double rééquilibrage ?

Tout d'abord dans la construction de la loi de programmation militaire il est indispensable de commencer par ce qui est nécessaire au fonctionnement de nos armées. Jusqu'alors nous avions une fâcheuse tendance à aborder la loi de programmation militaire en définissant d'abord les équipements que nous voulions acheter, ensuite en défalquant le titre 2 parce qu'il faut payer les soldats, et ensuite nous répartissions le reste. Je caricature à peine. Ce n'est pas cette démarche-là qui est souhaitable aujourd'hui parce que cela se traduit par des insuffisances dans le domaine du soutien. Le soutien quand il est mal exécuté use les hommes. Or, notre capital le plus important, c'est bien évidemment les hommes et les femmes qui constituent les armées et que vous commanderez demain. Si nous ne commençons pas par dimensionner le soutien que l'on se doit d'apporter aux hommes et aux femmes qui se sont engagés, notre système ne perdurera pas. J'attends aussi que des moyens supplémentaires consacrés au soutien produisent

des effets significatifs. Arrêtons de parler de « contrat de service » qui laisse entendre implicitement que les moyens ne sont pas là et revenons à une logique et à un esprit de mission de soutien à exécuter.

Deuxième rééquilibrage : privilégier la cohérence. Nous avons un système qui privilégie parfois l'atteinte de cibles en volume de parcs de matériels plutôt que la cohérence de l'emploi. Aujourd'hui nous avons un certain nombre de frégates pour lesquelles nous n'avons pas le nombre de missiles suffisants à bord pour conduire des opérations de haute intensité. Nous avons des véhicules sans avoir les potentiels d'utilisation suffisants pour s'entrainer avec la totalité du parc. Nous avons des matériels pour lesquels l'autonomie logistique ne permet pas de projeter la totalité des matériels dont nous disposons. En fait, je ne remets pas en cause les décisions qui ont été prises. Il s'agissait de paris qui étaient faisables lorsque nous étions dans la période des « guerres choisies ». Face à des guerres qui peuvent être imposées, ces paris ne tiennent plus. Il faut donc impérativement que dans la construction de notre outil de défense, nous retrouvions plus de cohérence. Quand nous achetons un matériel, il faut s'assurer de disposer de la capacité à s'entraîner, à posséder des munitions en nombre suffisant et l'autonomie logistique pour s'engager. C'est capital.

Nous devons défendre cette cohérence dans le cadre d'une vision interarmées. Les logiques d'armée unilatérales conduisent à l'inverse. Chaque armée essaie de socler ce qu'elle peut obtenir: un nombre de véhicules, un nombre d'avions, un nombre de bateaux. Ceci est incohérent et, pour nous militaires, le jour où nous irons à la guerre, où nous ferons la guerre avec des matériels sur lesquels nous ne nous serons pas entraîné, pour lesquels nous n'avons pas les munitions et qui ne seront pas équipés de manière cohérente, nous perdrons. Le politique vous dira, me dira : « pourtant nous avons acheté tout ce que vous vouliez ». Le rééquilibrage est là. C'est à l'état-major des armées de veiller à cette cohérence. Et je veillerai à ce que les armées respectent cette cohérence.

3.2 Le socle fondamental

Le socle fondamental, c'est le cœur de souveraineté. C'est la capacité à garantir la dissuasion nucléaire strictement suffisante, la protection des Français sur le sol national, l'autonomie d'anticipation et d'appréciation de situation. Ce socle fondamental inclut les moyens pour préserver la communauté humaine des armées qui est notre bien le plus précieux. Comme je l'ai expliqué dans le premier rééquilibrage, il faut que nous puissions avoir des infrastructures adaptées, entretenues et rénovées. Nous avons besoin de simplifier l'administration et de la rendre plus efficace. De manière générale, nous devons faire des efforts pour poursuivre l'amélioration de la condition militaire. Cela

passe par un fonctionnement courant et des conditions de travail de qualité pour nos militaires. C'est une manière de compenser les écarts grandissants entre les sujétions militaires et les standards de la société civile.

3.3 Axe 1 – Participer au renforcement de la cohésion nationale

Le premier axe vise à orienter l'action des armées dans notre participation au renforcement de la cohésion nationale. La cohésion nationale est le fondement de la résilience et le centre de gravité de notre pays. Elle agit directement sur les forces morales des armées qui sont indispensables, surtout dans le cadre du combat de haute intensité.

Les armées ne sont pas responsables seules de la cohésion nationale mais nous avons un vrai rôle à jouer.

Dans cet esprit, la jeunesse est un secteur privilégié. Il y a beaucoup de choses qui sont déjà faites, des initiatives de toutes natures très intéressantes mais pas réellement coordonnées. Il faut se rendre compte que malgré nos efforts nous ne touchons que 40 000 jeunes par an alors qu'une classe d'âge compte 800 000 jeunes. Nous sommes donc assez loin et nous devons « industrialiser » notre contribution. Il faut que nous nous coordonnions avec d'autres acteurs pour augmenter notre surface de contact. L'Éducation nationale par exemple car elle a une surface de contact très large. Nous ne pourrons pas tout faire, mais il faut se donner les moyens de bien faire. Nous ne devons pas faire de la cohésion « en passant », avec ce qu'il nous reste. Il faut dédier des moyens humains, financiers et matériels et nous organiser pour le faire efficacement.

La réserve est également un moyen assez puissant de contribuer à la cohésion nationale mais le modèle actuel arrive au bout de son efficacité. Le président de la République a fixé un objectif de doublement des effectifs. Il faut revoir en profondeur la manière dont nous allons recruter, former, employer nos réserves sur le territoire national ou à l'extérieur. Il faut probablement que nous réfléchissions à ce qu'une partie de la réserve puisse être engagée en appui des forces d'active dans un conflit de haute intensité, sur des segments où, durant les phases de compétition nous ne pouvons pas avoir des moyens nombreux, comme le transport logistique, l'appui au mouvement ou pourquoi pas les unités d'artillerie. Cela nécessite de les équiper, de les former, de les entraîner. Et donc il faut y dédier des moyens à part entière.

Il faut aussi une réserve d'expertise pour bénéficier rapidement de ce qui existe dans le milieu civil et que nous ne possédons pas dans les armées, pour répondre à des questions pointues.

Globalement, cela interroge l'aspect « volontariat » des réserves. Quand nous disons que nous convoquons un réserviste, en fait nous l'appelons d'abord pour savoir s'il est disponible et ensuite nous le convoquons. Ce n'est pas exactement ce qu'on peut appeler « convoquer » ou disposer d'une ressource qui soit mobilisable au sens où nous voudrions l'entendre. Il faut donc probablement revoir, au moins pour la partie de la réserve qui pourrait être engagée en opérations extérieures, le fait que l'acte de volontariat se caractérise lors de la signature du contrat d'engagement à servir dans la réserve, et qu'il s'accompagne ensuite d'une vraie obligation à servir. Cela nécessite de mieux protéger les réservistes vis-à-vis de leurs employeurs en adaptant le cadre législatif et donc aussi de mieux les valoriser au sein des entreprises. Il faut montrer que les réservistes sont une vraie plus-value pour les employeurs.

3.4 Axe 2 - Solidarité stratégique

Le deuxième axe est la solidarité stratégique. Nous devons être capable de rassembler. Cela implique en premier lieu d'assumer nos responsabilités dans l'OTAN avec pour objectif de renforcer le pilier européen de l'OTAN. Nous renforcerons la défense européenne en étant plus présent dans l'OTAN. Il faut aussi que nous conservions une capacité à être nation-cadre dans un affrontement de haute intensité. C'est un statut très exigeant, notamment pour la question des fonctions d'environnement comme la logistique et les transmissions. Il faut bien être conscient qu'une partie de la masse qui est nécessaire pour l'affrontement de haute intensité ne peut être acquise que par les alliances et les partenariats.

À propos des partenariats, il faut aussi aller au-delà des seuls aspects capacitaires mais s'engager vraiment sur leur développement en y consacrant du temps et des moyens. Au niveau stratégique cela permet de combiner les stratégies régionales de nos partenaires avec la stratégie d'ambition mondiale de la France. Au niveau tactique, surtout en Europe, faire de la préparation opérationnelle est un levier fédérateur car c'est un segment où nous nous retrouvons assez facilement.

3.5 Axe 3 – Crédibilité et puissance de notre outil militaire

Le dernier axe est notre cœur de métier mais si les deux premiers axes ont été mis avant, cela montre bien leur importance. Le troisième axe consiste à disposer d'une armée qui soit efficace et crédible, à la hauteur de l'ambition de puissance d'équilibres de la France. Pour cela nous avons besoin d'adapter notre système de combat.

De quoi avons-nous besoin ? J'ai déjà abordé ce point dans les enseignements

de la guerre en Ukraine, nous ne devons pas rechercher en permanence à bâtir un système de combat pour obtenir une supériorité totale. Ce serait vain et contreproductif, donc ça serait une erreur. Il faut être plus souple et agile pour s'adapter à cette nouvelle donne.

Cette agilité se retrouve d'abord dans le style d'organisation. Nous devons nous organiser autour d'un réseau multi-senseurs et multi-effecteurs (RM2SE). En fait, nous pouvons toujours décrire nos armées comme multi-senseurs multi-effecteurs car c'est déjà la somme de nos équipements qui permet de capter l'information, de la traiter et de produire des effets cinétiques et immatériels.

Ce qui est important c'est le réseau. Un réseau est plus fort qu'une chaîne car c'est redondant. On peut atteindre les points de connexion de différentes manières donc c'est résilient. Un réseau permet de disposer d'une grande verticalité quand il s'agit de commander des actions de niveau stratégique à cause des enjeux, des unités ou des moyens engagés. Mais, il peut aussi mailler le terrain de manière horizontale pour exploiter le plus possible la subsidiarité et les possibilités locales d'action multimilieux multichamps. Pour bâtir le réseau, la connectivité est évidemment un point essentiel.

Nous disposons déjà de certaines briques du réseau. Il faut que nous continuions à le construire et surtout que nous accélérions les boucles de décision pour gagner en rapidité. Le gain attendu est d'être plus létal, plus destructeur. Pour cela, nous devons avoir des outils capables d'exploiter la transparence du champ de bataille. C'est ce qui se passe en Ukraine en ce moment et qui permet aux Ukrainiens de réaliser des choses assez impressionnantes au niveau tactique.

Pour exploiter au maximum le potentiel du réseau multi-senseurs multi-effecteurs, nous devons également adapter notre style d'action par une nouvelle économie des forces. Par défaut, nous devons nous donner les moyens de disposer en permanence d'un niveau résilient minimum dans tous les domaines de lutte. Cela implique de prendre des risques, d'adapter nos modes d'action, nos matériels à l'inconfort opérationnel. Il faudra que nous puissions nous préserver d'une forme de transparence du champ de bataille, en tout cas ne pas subir complètement la transparence sur notre dispositif dont l'ennemi pourrait bénéficier. Le sujet du juste niveau technologique est particulièrement prégnant à ce moment-là. Nous ne pourrons pas avoir toutes les options, la meilleure bande passante et une protection dans tous les milieux et

tous les champs. Il faudra disposer de capacités simples, inviolables, résilientes, parfois rustiques dans le bon sens du terme. Ça veut dire qu'il faudra ajuster le niveau technologique. Toutes les briques ne peuvent pas disposer du même niveau. Un drone tactique qui va être détruit au bout de deux jours n'a pas besoin d'être protégé comme un satellite qui est placé en orbite pour dix ans. Il faut d'ailleurs se poser la question du remplacement de ce satellite par une constellation de plus petits satellites.

Dans le monde capacitaire, avec les industriels et la DGA, nous devons être capables de mieux exprimer nos besoins pour concourir à adapter ce niveau technologique.

Quand nous le déciderons, parce que nous aurons besoin d'imposer notre volonté et de produire des effets cinétiques et/ou immatériels, il faudra être capable de conquérir par une manœuvre de concentration des moyens et par la volonté, une bulle d'hypersupériorité dans un espace délimité, pour un temps donné. Dans ces moments précis, nous aurons probablement besoin de tout le potentiel de la technologie.

Pour permettre à ce style d'organisation de fonctionner avec ce style d'action, nous devons ajuster notre organisation du C2. En fait, nous devons même changer notre état d'esprit sur la manière d'envisager le C2. Le constat est que toutes les organisations de C2 que nous mettons en place ne correspondent jamais à la doctrine. Pourquoi ? Parce que nous nous adaptons aux circonstances et c'est normal. Dès le départ nous devons donc concevoir une organisation du C2 très plastique, capable de gérer la guerre de haute intensité et tous les autres types d'engagements. Nous n'aurons certainement pas besoin des mêmes structures. Vous voyez bien que ce n'est pas la même organisation du commandement dont il faut disposer pour conduire un raid comme HAMILTON et simultanément conduire la bataille sur le front. L'important est donc de gérer la transition pour qu'elle soit la plus rapide et la plus fluide possible entre les différents modes. Il y a une question technique et une question humaine, de mentalité.

En conclusion : qu'est-ce j'attends de vous ? Je m'adresse ici plus spécifiquement aux officiers français.
D'abord des compétences professionnelles maîtrisées. Durant cette année à l'École de guerre vous êtes là pour vous former. On apprend toute sa vie mais je pense qu'à l'École de guerre on apprend beaucoup.

Travaillez, soyez curieux, allez au fond des sujets. C'est votre devoir et c'est une chance, vous êtes payés pour faire cela pendant un an. Votre succès dépendra beaucoup de votre implication.

Profitez de cette année pour vous ouvrir aux autres, connaître les autres armées, les armées de nos alliés et partenaires, le fonctionnement de l'État. Vous avez la chance de côtoyer des représentants de tous horizons.

Ensuite, n'oubliez pas que vous êtes officier et qu'un officier c'est quelqu'un de courageux et loyal. Il faut avoir le courage de porter des idées, d'avancer, de déblayer au risque d'être à contre-courant, avec la volonté, si nécessaire, de faire autrement. Cela nécessite de dire ce que l'on pense à son chef, sans jamais lui mentir. Quand il y a quelque chose à dire, il faut le dire et le chef, que vous êtes aussi, doit être capable de l'entendre de ses subordonnés. Mettez-y la forme, cela aide, mais dites toujours la vérité. Vous devez aussi avoir une intelligence de situation pour porter vos sujets au bon moment, prendre les décisions au bon tempo. Cela ne sert à rien d'avoir de bonnes idées si la manière de les présenter les rend inaudibles.

Prenez des risques et soyez audacieux. Dans notre société et notre armée, tout est fait pour que les gens ne prennent pas de risque. Aujourd'hui, si nous voulons être une puissance d'équilibres, avec les combats que nous pouvons avoir à mener, si nous ne prenons pas de risque nous n'y arriverons pas. Prenez des risques. Pas n'importe comment : l'évaluation des risques est votre métier mais prenez des risques, faîtes avancer les choses. Résolvez des problèmes. Allez tirer la manche de l'autre pour lui dire : « ça, il faut que nous travaillions ensemble pour le faire ».

Attention, si vous n'êtes capables de travailler que lorsque les lignes de partage sont très nettes, « ceci est à moi, ceci est à toi », vous ne survivrez pas dans le système d'aujourd'hui. Les lignes claires entre les responsabilités des uns et des autres n'existent pratiquement plus. Si vous n'êtes pas capables de travailler sur une zone

partagée, de trouver un compromis avec l'autre, objectivement vous n'allez servir à rien. Vous allez créer des problèmes et vous ne ferez pas avancer les choses.

C'est aussi ce que vous devez apprendre ici. Par la connaissance de l'autre, les échanges, réfléchir à comment l'on travaille dans les intervalles ou les zones de recouvrement. C'est comme cela qu'il faut que nous choisissions les chefs de demain. C'est comme cela que vous devez sélectionner aussi vos subordonnés. Les gens qui ont besoin d'absolu et de certitudes, ce sera très compliqué pour eux de survivre.

Enfin, je vous demande d'être exigeant. Bien sûr, il y a d'abord un devoir d'exigence envers vous-même pour montrer l'exemple. Il y a aussi un devoir d'exigence envers vos subordonnés. Nous ne sommes pas dans un métier où l'à-peu-près permet de s'en sortir donc, il faut être exigeant. Il faut être juste en dictant les conditions de l'exigence pour ne pas prendre les gens à contre-pied mais il faut être exigeant. Il faut être exigeant aussi dans le domaine formel, les petites choses. Notre système militaire est construit comme cela. Être exigeant cela ne veut pas dire sanctionner les gens qui sont pris en faute mais c'est au moins leur faire remarquer qu'ils n'ont pas respecté un point du règlement et un point de discipline formelle. Si vous ne le faîtes pas, si vous n'exigez pas que vos subordonnés le fassent notre système régressera et pour repartir en avant cela sera très compliqué. Donc, vous devez être exigeant.

Je vous souhaite une très bonne année.

ÉCOLE DE GUERRE

Extrait du magazine réalisé par les officiers internationaux de la 30éme promotion de l'École de guerre

NATO 11, La défense aérienne de l'OTAN
CC Phoenix GEIMER - États-Unis

L'efficacité de la mission des Etats Unis en RDC
CDT Evagrey MASSAWE - Tanzanie

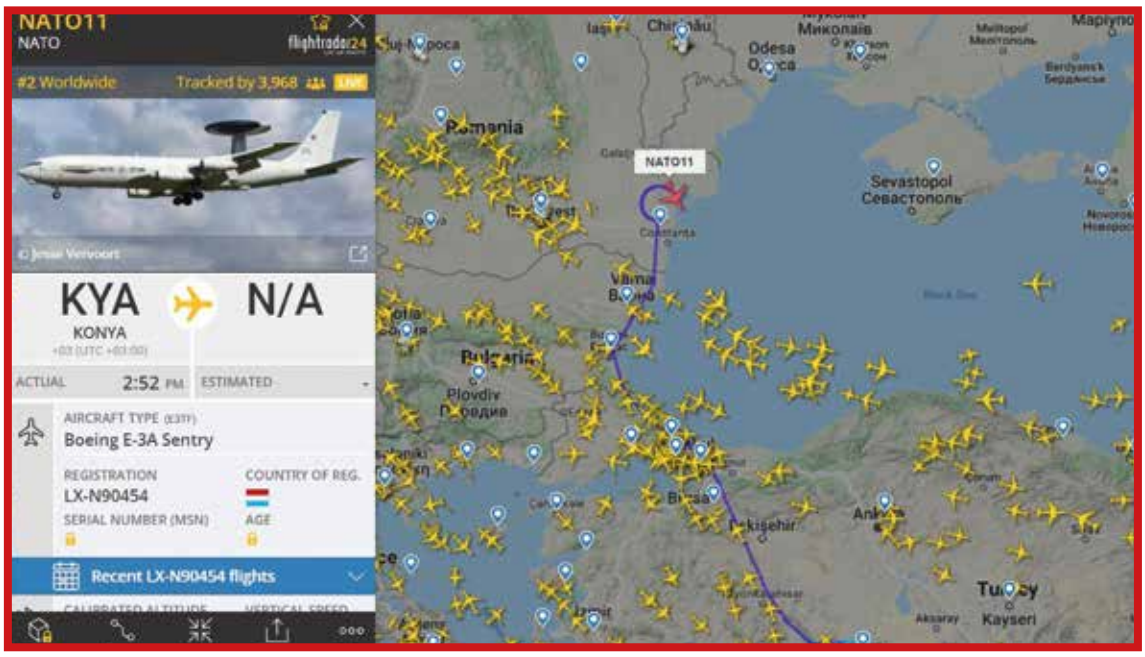
Les défis mondiaux exigent une coopération mondiale
LCL Annika HEUSINGER - Allemagne

L'opération aigle rapide 2022
CF Fabian JAHR - Allemagne

Les efforts conjoints pour la sécurité maritime dans le golfe de Guinée
CC Gustavo MARNE GONÇALVES - Brésil

l'influence russe en Amérique latine
CF Moisés GONZALEZ RUBIO SAENZ - Mexique

Le défi linguistique de la coalition des pays de la CDAA et de la CEEACE
LTC Ambrósio ANTÓNIO - Angola



NATO11

CC Phoenix GEIMER - États-Unis

Les sites web de suivi des avions permettent d'avoir une perspective sans précédent de la défense aérienne intégrée et de la reconnaissance aéroportée de l'OTAN. À l'aide des données de suivi des vols, nous reconstruisons la vie quotidienne de l'indicatif NATO11 et révélons la profonde internationalité et l'interopérabilité de l'Alliance.

Bien avant que le soleil ne se lève sur les plaines arides du centre de la Turquie, hors de la ville de Konya, l'activité commence sur l'aérodrome voisin.

Là, posé sur la rampe, sous les lumières brillantes de la section militaire de l'aéroport, se trouve un énorme avion gris à quatre moteurs, distingué par un dôme de style OVNI de 9 mètres de diamètre perché sur deux pieds étroits sur le dessus de son fuselage.

« Il est un élément clé d'un plus grand ballet d'avions de l'OTAN…»

Les maintenanciers d'aéronefs ont travaillé toute la nuit pour corriger autant de problèmes que possible depuis le vol de la veille. Un équipage endormi s'est réveillé avant la fermeture des boîtes de nuit pour se rendre à l'aéroport pour la planification de la mission.

À proximité, une poignée de pilotes en tenue de vol verte effectuent leur inspection avant-vol. Les ravitailleurs de deux gros camions citernes s'installent devant les moteurs et connectent d'énormes tuyaux en gomme noir entre leurs camions et les panneaux sous les ailes pour alimenter l'avion de 89 000 litres de kérosène.

Bien que les pirouettes tranquilles de NATO11 semblent bizarres lorsqu'elles sont vues isolément sur un écran radar, il est un élément clé d'un plus grand ballet d'avions de l'OTAN travaillant ensemble au- dessus de l'Europe chaque jour. Près d'une douzaine d'autres avions de l'OTAN sont également visibles dans la région sur les sites web de

Juste après le départ du camion-citerne, l'équipage monte à bord de l'avion.

Un grincement sonore, suivi d'un gémissement de plus en plus aigu perce le silence alors que l'équipage, indicatif NATO11, démarre le premier moteur de son avion E-3A AWACS.

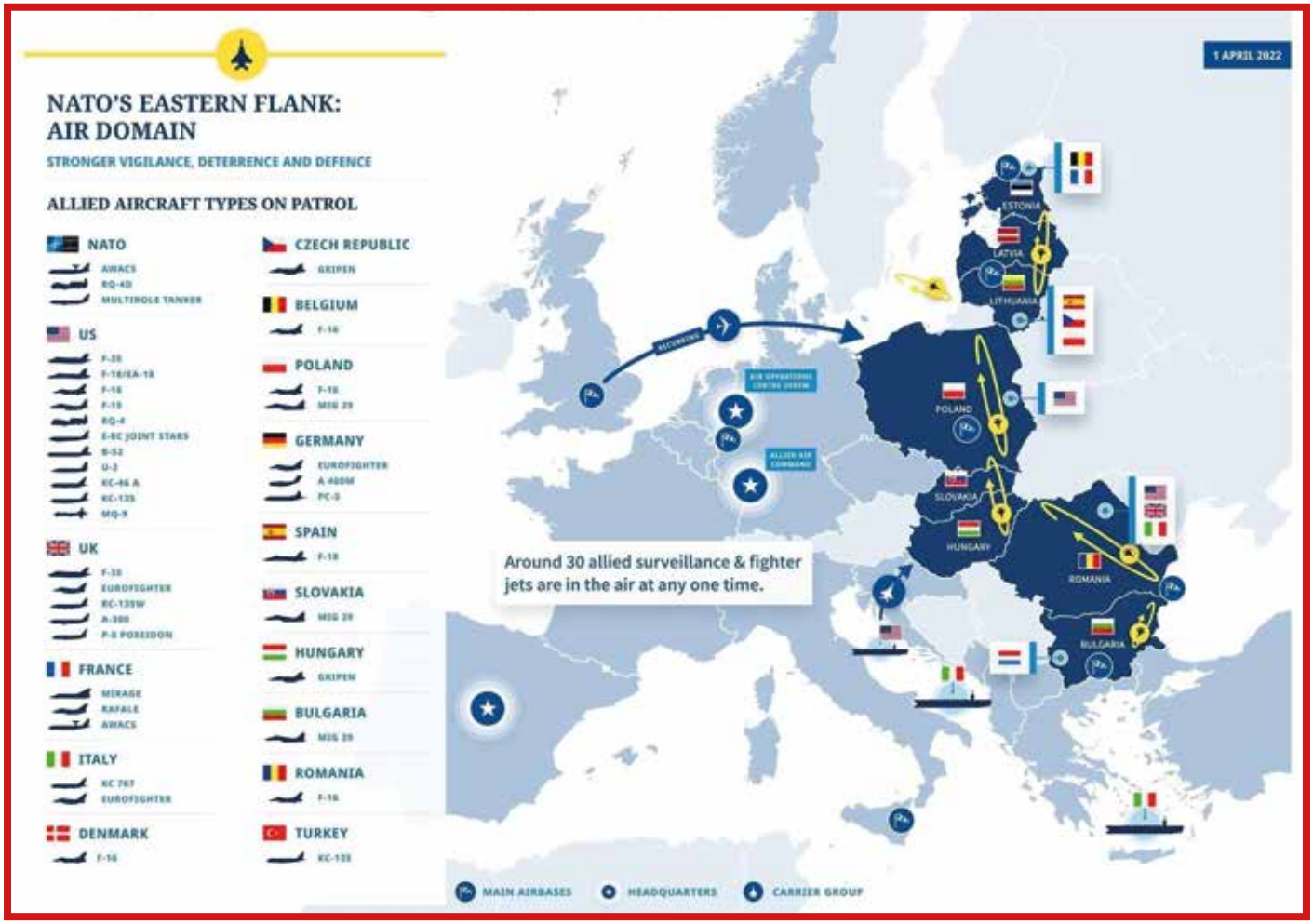
Avant même que les gaz d'échappement riches en odeur de kérosène du premier moteur ne commencent à dériver sur les champs des fermes voisins, l'équipage de cet avion démarre ses trois autres moteurs et décolle pour sa mission.

Un peu plus d'une heure plus tard, NATO11, avec son grand radar qui lui permet de voir tout ce qui se passe dans un rayon de 375 km, commence à orbiter en grands cercles au-dessus de la Roumanie.

localisation des aéronefs. Un avion d'espionnage britannique KC-135 RIVET JOINT et un RQ-4 drone

aérien de surveillance américain dans la mer Noire, un avion de ravitaillement aérien polonais, et quelques variantes différentes de C-130 exploitées par divers membres de l'Alliance sont tous à l'œuvre dans le ciel d'Europe de l'Est et de la mer Noire.

Avec le risque d'escalade nucléaire, l'alliance militaire de 30 nations a un fort intérêt dans la guerre près de sa frontière, ce qui les oblige à savoir ce qui se passe réellement. La guerre moderne étant marquée par la désinformation, obtenir la vérité sur le terrain demande beaucoup de travail. Une erreur de calcul basée sur de mauvaises informations pourrait conduire à une destruction mondiale.



A plus de 2 000 km à l'ouest de NATO11, tous ces avions sont organisés et « l'OTAN prend sérieusement sa mission de protection » dirigés par le Centre d'opérations aériennes combinées (Combined Air Operation Centre - CAOC) de l'Alliance à Uedem, dans l'ouest de l'Allemagne. Quelques dizaines de militaires y gèrent désormais simultanément jusqu'à 30 avions dans le ciel des membres européens de l'OTAN. Avec une si grande présence aérienne, il est évident que l'OTAN prend sérieusement sa mission de protection de ses membres.

Les informations du grand radar de NATO11, combinées aux informations d'identification de l'avion de reconnaissance électronique de haute technologie, sont envoyées au CAOC pour traitement et diffusion.

Ensemble, ils permettent à l'OTAN de recueillir des renseignements et produire des informations fiables à partir desquelles les dirigeants des pays membres peuvent prendre des décisions.

Là, la décision est prise de brouiller les combattants pour intercepter les avions intrus ou de détruire les missiles et drones errants qui ont dérivé hors de la zone de guerre et constituent une menace.

Alors que, naturellement, la récente guerre en Ukraine a densifié le rythme de ces missions, ce niveau de coordination et d'interopérabilité n'est pas un hasard : c'est le résultat de décennies de pratique.

Les membres de l'Alliance et les pays partenaires participent régulièrement à des exercices militaires où les concepts de défense sont contraints d'interagir avec les réalités du déplacement du personnel et du matériel. Cela développe non seulement un vocabu-

laire commun et l'interopérabilité, mais aussi un réseau de personnes et d'organisations qui sont habituées à travailler ensemble.

Tout en tenant compte de l'actualité, les années de pratique à travailler conjointement portent leurs fruits. Les pays de l'OTAN sont capables de maintenir une couverture de reconnaissance aéroportée cohérente de la guerre en cours, de manière organisée et sûre, et bien moins coûteuse qu'une opération individuelle. Bien sûr, chaque pays a ses propres objectifs, mais chacun est (idéalement) capable de les atteindre et ceux de l'Alliance simultanément.

De plus, la transparence inhérente à ce système évite les malentendus entre les membres, car ils partagent tous une compréhension commune de ce qui se passe réellement en temps réel et de manière continue. Encore, des rapports récents ont indiqué que certains membres de l'Alliance ont stratégiquement partagé ces informations avec l'armée ukrainienne.

Dix heures après le décollage de NATO11 de Turquie, un équipage aérien sur la côte ouest de la Grèce prépare un autre AWACS E3A de l'OTAN pour le lancement.

Peu après midi, NATO07 rugit dans les airs, suivi de quatre traînées de gaz d'échappement légèrement noir. Peu de temps après, l'équipage de NATO07 assume la responsabilité de l'espace aérien militaire en Europe de l'Est et relève NATO11, qui amorce son voyage de retour de 90 minutes vers le centre de la Turquie.

D'une manière similaire, le KC-135 britannique est relevé par un avion d'espionnage américain EP-3 Aries, de nouveaux avions ravitailleurs aériens décollent de bases en Allemagne et aux Luxembourg, et le quart change à Uedem.

Finalement, après une très longue journée, NATO11 atterrit et l'équipage débarque. Le commandant de mission prépare des rapports qui doivent être diffusés à l'OTAN après l'atterrissage, tandis que les pilotes notent les éventuels problèmes de maintenance de l'avion qui devront être réparés avant le vol du lendemain.

Pendant encore 12 heures, la vigilance sur l'Europe est maintenue par l'alliance de l'OTAN.

LCDR Phoenix GEIMER

Je m'appelle Phoenix Geimer, Capitaine de Corvette de la marine des États-Unis. Je suis né à New York, cependant j'ai grandi dans la ville d'Annapolis, capitale de l'État du Maryland, avec mes 3 sœurs.

Dans quelques semaines, ma femme Katie et moi, allons fêter nos 10 ans de mariage. Nous n'avons pas d'enfants, juste deux chats : un mince chat gris de 14 ans qui s'appelle Puma, et un gros chat noir, Bear, qui pèse 9 kilos et a 9 ans.

Concernant ma formation militaire, j'ai rejoint l'Académie navale américaine et j'ai réalisé un stage de 6 mois à l'École navale française à Brest, où j'ai suivi des cours d'acoustique sous-marine.

En qualité d'officier naval, j'étais commandant d'avions de guerre électronique et de reconnaissance, mais j'ai changé l'objectif de ma carrière en l'orientant vers les relations internationales il y a 5 ans. Depuis ce changement, nous avons profité de la vie d'expatriés avec 3 ans en Italie, 18 mois à Bahreïn, et ce poste ici à Paris.

Pendant mon temps libre, j'aime faire du jogging, manger dans des restaurants au bon rapport qualité-prix, voyager, et réparer les stéréos des années 1970.

L'EFFICACITÉ DE LA MISSION DES NATIONS UNIES EN RDC

CDT Evagrey MASSAWE - Tanzanie

Cet article parle de l'efficacité des efforts de maintien de la paix de

Les efforts de maintien de la paix de l'ONU en RDC ont commencé en 1999 et elles sont toujours en cours. On note que trois élections présidentielles se sont bien déroulées au cours desquelles huit représentants spéciaux du secrétaire général de l'ONU se sont succédé. La région a connu beaucoup de crises politiques et sécuritaires impliquant des acteurs nationaux et régionaux ainsi que des groupes armés non étatiques. La mission de l'ONU en RDC (MONUSCO) ainsi que la Brigade d'intervention (FIB) composée de la Tanzanie, de l'Afrique du Sud et du Malawi s'y trouvent pour résoudre des conflits. L'on peut se poser plusieurs questions : pourquoi cette mission n'est-elle pas terminée ? Pourquoi existe-t-elle ? Quels sont les problèmes dans la zone ?

« Les Interahamwe ont fui vers la RDC pour y trouver protection »

Le contexte de la guerre

Les guerres civiles ont commencé en RDC peu après son indépendance dans les années 1960 et se sont poursuivies pendant plus de 30 ans sous la dictature de Mobutu Sese Seko. Ses actions ont conduit à la répression de la dissidence politique, à de graves violations des droits de l'homme et à l'enrichissement par le pillage pour son propre bénéfice. D'autre part, pendant le génocide de 1994 au Rwanda, certains groupes armés comme les Interahamwe ont fui vers la RDC pour y trouver protection. Malheureusement, ils se sont échappé de leurs camps et ont terrorisé et volé les citoyens en toute impunité. C'est pourquoi, au mois d'octobre 1996, les Banyamulenge (Tutsis) de l'est du Congo les ont chassés du pays, ce qui a déclenché la guerre du Congo. Puis, en 1997,

« Le Conseil de sécurité a établi la mission de l'ONU en RDC »

les conflits intra-étatiques ont alimenté l'insécurité. Alors, Mobutu a été chassé du pouvoir par une coalition de groupes rebelles dirigée par Laurent Kabila, connue comme l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo-Zaïre. Ainsi, après être arrivé au pouvoir, il a décidé de réformer le secteur de la sécurité, y compris l'armée nationale. Cette situation a marqué le début de la deuxième guerre du Congo en 1998. Dans ce contexte, en juillet 1999, l'accord de cessez-le-feu de Lusaka a été signé par sept pays : la Zambie, l'Angola, la RDC, la Namibie, le Rwanda, l'Ouganda et le Zimbabwe, dans l'optique de mettre fin à la deuxième guerre du Congo. L'accord a aussi prévu le déploiement d'une force de maintien de la paix des Nations unies chargée de surveiller le cessez-le-feu et d'enquêter sur les violations constatées. En conséquence, le Conseil de sécurité a établi la mission de l'ONU en RDC (MONUC) sous la résolution 1279. **Implications stratégiques et opérationnelles des missions de l'ONU en RDC.**

La MONUC a connu plusieurs succès stratégiques en RDC.

« L'ONU a joué un rôle essentiel dans le cadre judiciaire international »

Premièrement, elle a contribué à la réunification du pays. Ensuite, elle a mis en place des actions visant à prévenir la récurrence d'un conflit violent majeur. Enfin, l'organisation en a profité pour permettre à d'autres acteurs nationaux et internationaux, dont certains du secteur privé, de fournir des

services et de stimuler l'économie locale. En outre, l'organisation a contribué au renforcement d'un espace civique et d'une société civile dynamiques, et a beaucoup fait pour promouvoir la démocratie en politique. De plus, elle a joué un rôle essentiel en tant qu'observateur, ainsi que dans la divulgation, la collecte et le partage d'informations dans le cadre judiciaire international. Cependant, en juillet 2010, après une décision du Conseil de sécurité, la MONUC est devenue la Mission de l'Organisation des Nations unies pour la Stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) par la résolution 1925. Cette nouvelle mission a été autorisée à utiliser tous les moyens nécessaires pour garantir la sécurité et la protection des civils et pour aider le gouvernement de la RDC à stabiliser et à consolider la paix. Celle-ci a aussi joué un grand rôle pour maintenir la paix en collaborant avec la FIB. Au fil des ans, les informations générées par la mission des Nations unies ont aidé l'ONU, l'Union africaine (UA), l'Union européenne (UE), la SADC et la Banque mondiale à prendre des décisions éclairées sur la RDC.

« Plusieurs obstacles à la mission en RDC »

Contraintes et défis des missions de l'ONU en RDC

Le principal obstacle au développement de la stratégie de la mission est le degré de coopération de l'État congolais, qui a progressivement diminué. De nombreux interlocuteurs ont observé que la MONUSCO travaillait depuis des années avec un gouvernement qui est réticent à une présence sur son territoire et qui a demandé à plusieurs reprises son départ, bien qu'il ait respecté l'accord légal d'accueillir la MONUSCO. La deuxième contrainte stratégique majeure est que les États voisins alimentent l'instabilité dans la région et qu'aucun membre du Conseil de sécurité ne défend la MONUSCO. Pour cette raison, la mission a rencontré des obstacles importants impliquant les acteurs clés qui ont une emprise sur les groupes armés.

Par ailleurs, en RDC, l'absence d'un cadre politique bénéficiant d'une véritable adhésion nationale depuis la signature de l'accord global et inclusif de Pretoria en 2002 a rendu le travail quotidien de la mission de l'ONU en RDC difficile. Dans ce cas, les représentants spéciaux du secrétaire général des Nations unies et les dirigeants de la mission ont fait preuve d'efficacité en usant de leurs bons offices et en encourageant les compromis politiques dans les moments de tension.

Soutien régional et international

Le soutien continu d'autres États de la région aux groupes armés illégaux en RDC a souvent compromis le bon déroulement du mandat de la mission. Les cinq membres permanents du conseil de sécurité ne soutiennent pas la mission comme prévu. Cependant, on remarque que des

alliés régionaux ont soutenu la stabilité et la continuité plutôt que les changements de transformations qui s'imposent en RDC. L'accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la République démocratique du Congo et l'envoyé spécial de l'ONU pour les Grands lacs ont mis en place un moyen de gérer les pouvoirs régionaux. La MONUSCO a participé à la diminution de l'aide directe fournie aux groupes armés non étatiques en RDC après la défaite de la force de mouvement du 23 mars.

En conclusion, il est vrai que la mission en RDC a joué un grand rôle dans la résolution des conflits depuis la deuxième guerre congolaise. Cependant, il est nécessaire de créer un environnement propice pour avoir la paix.

Celui-ci peut se traduire par la réforme du secteur de la sécurité et le désarmement des armes légères. La Brigade d'Intervention (FIB) et les contingents de différents pays déployés en RDC doivent reformuler un nouveau plan stratégique pour lutter contre les groupes armés illégaux.

CDT Evagrey MASSAWE

J'ai quarante-quatre ans. J'ai grandi dans la région de Dar es Salaam où j'ai fait mes études de l'école primaire à l'université. J'y ai suivi des cours de français à l'école secondaire pendant 4 ans et après avoir terminé la sixième année, en 2002, je suis entré dans l'armée tanzanienne. Puis, j'ai effectué mes études à l'académie militaire de la Tanzanie. Après cela, j'ai suivi la formation de commandement de peloton. Quand je suis devenu capitaine, j'ai aussi fait une formation pour avoir la capacité de commander un bataillon à l'académie de Tanzanie et du Zimbabwe.

En 2009, j'ai suivi la formation en langue française à Montréal pendant 6 mois. Puis, j'ai obtenu une licence en langue française à l'université de Dodoma de 2010 à 2013. De 2017 à 2020, j'ai également réussi une maitrise en Paix et Stratégie à l'université de Dar es Salaam. Au sein de l'armée, j'ai travaillé comme instructeur et professeur à l'école d'infanterie à Zanzibar et à Arusha.

De plus, de 2016 à 2018,

j'ai travaillé comme officier à la direction du personnel militaire de l'état-major interarmées. Ensuite, de 2018 à 2019, j'ai été déployé en République démocrati- que du Congo où j'étais observateur militaire.

Je suis marié à Praxeda, l'amour de ma vie. Ensemble, nous avons quatre enfants.

Les défis mondiaux exigent une coopération internationale

LCL Annika HEUSINGER

Actuellement, la guerre russo-unkrainienne constitue un tournant dans la politique mondiale. Bien qu'elle soit maintenant au centre de la perception publique, en reléguant les autres problèmes actuels au second plan, de nombreuses menaces persistent, dont le terrorisme.

Le monde est marqué par des crises, des guerres et des conflits régionaux.

Les conséquences du manque de liberté, des crises et des conflits dans des pays proches se font sentir au quotidien. Par conséquent, l'Allemagne participe à la coalition anti-État islamique (EI) depuis 2014 au niveau militaire, et s'avère être par ailleurs le deuxième plus grand donateur après les États-Unis pour les mesures de stabilisation en Irak et en Syrie.

« Le terrorisme transnational : une menace majeure »

Le terrorisme transnational reste l'un des problèmes majeurs de nos jours. Il constitue une menace pour la sécurité nationale de l'Allemagne ainsi que pour les valeurs communes

du monde occidental. Les organisations et réseaux terroristes opérant au niveau transnational profitent des processus de désintégration des États, qui leur offrent des espaces de repli et même, dans certains cas, la possibilité de contrôler certaines régions. La lutte efficace contre le terrorisme transnational exige donc une étroite coopération nationale et internationale, européenne et transatlantique. Outre Al- Qaïda et ses organisations régionales, dont la menace plane sur des cibles occidentales, l'EI s'était implanté dans certaines parties du Moyen-Orient avec des structures semblables à celles d'un État. Avec ses structures, l'organisation était devenue la plus dangereuse et la plus influente et avait également des effets considérables sur le monde occidental. La menace persiste à ce jour, ainsi, l'EI est dans le
collimateur de la coalition internationale depuis 2014.

Chaque engagement allemand se fait en réseau

Le Weißbuch (Le livre blanc) formule le programme de la politique de sécurité disant que pour toute mesure visant à établir et à maintenir la sécurité de l'Allemagne, le cadre de référence réside toujours dans la prise de responsabilité en association avec les partenaires européens et transatlantiques. La sécurité de l'Allemagne repose donc sur les deux piliers essentiels de la politique étrangère, de sécurité et de défense allemande : une alliance nord-atlantique forte et déterminée ainsi qu'une Union européenne

unie et résiliente. Dans sa préface du livre blanc, l'ancienne ministre de la Défense, Ursula von der Leyen, va encore plus loin en soulignant que l'engagement allemand ne sera un succès que s'il se fait en réseau : en réseau dans et avec les alliances et organisations internationales et en réseau avec nos alliés et partenaires.

La lutte contre l'EI : consensus au niveau international

La Global Coalition against Daesh dont l'Allemagne est partenaire depuis septembre 2014, exprime donc le consensus politique qui soutient la lutte contre l'EI au niveau international. Elle regroupe 77 États et institutions telles que l'UE et l'OTAN. La contribution des différents partenaires de la coalition varie entre de simples déclarations de volonté diplomatiques à une participation totale aux actions militaires.

« L'Operation Inherent Resolve (OIR) constitue l'engagement majeur de contre-terrorisme de la coalition internationale »

Une coalition qui regroupe une soixantaine de pays Lancée en août 2014, l'Operation Inherent Resolve (OIR) constitue l'engagement majeur de contre- terrorisme de la coalition internationale, destinée à éliminer le groupe terroriste et la menace qu'il représente pour l'Irak, la Syrie, la région et la communauté internationale. Elle donne le cadre pour l'engagement militaire d'une coalition qui regroupe une soixantaine de pays dans la lutte contre l'EI. Alors que les missions de la coalition comprennent la stabilisation des zones libérées de l'EI, les contre- mesures à la propagande de l'EI, l'entrave aux mouvements des combattants étrangers, les mesures contre le financement du terrorisme et les mesures militaires, celles de l'OIR comprennent les opérations militaires ainsi que le conseil et le soutien militaires en Irak et en Syrie.
Comme l'EI représente toujours une menace pour la paix et la sécurité internationale, la contribution internationale à la stabilisation durable de l'Irak est nécessaire et sollicitée. La participation de l'armée allemande est la seule mission à l'étranger des forces armées allemandes dans une coalition dépassant le cadre de l'ONU, de l'OTAN ou de l'UE.

« La Bundeswehr y participe depuis 2015 »

Depuis 2015, la Bundeswehr participe à

l'opération internationale de lutte contre l'EI afin de contribuer à la stabilisation de la région. Les opérations de lutte contre l'EI s'inscrivent dans une approche globale de la politique de sécurité. L'objectif est d'empêcher la résurgence de l'EI, de promouvoir

la réconciliation entre l'Irak et la Syrie, mais aussi d'aider à la formation des forces armées irakiennes.

Prolongation de l'engagement des soldats allemands

Ce n'est que fin janvier 2022 que le Bundestag (le parlement national de la République fédérale d'Allemagne) a prolongé de neuf mois l'engagement des soldats allemands contre l'EI en Irak. L'engagement de l'OTAN en Irak prend de plus en plus d'importance à mesure que le rôle militaire international en Irak se déplace des opérations de combat contre l'EI vers le renforcement des capacités, conformément aux souhaits du gouvernement irakien. Dans le cadre de la coalition internationale, la Bundeswehr doit continuer à apporter sa contribution en mettant à disposition des capacités de ravitaillement et de transport aériens, de surveillance de l'espace aérien au sol et fournissant du personnel d'état-major ainsi qu'en participant aux vols de surveillance de l'espace aérien avec des AWACS. Outre la contribution militaire, c'est surtout la contribution civile qui joue un rôle important, car sans le soutien financier d'organisations internationales importantes et expérimentées, les activités des différentes branches de l'ONU n'auraient guère pu commencer.

« L'action commune et en réseau est un facteur de réussite et reste notre réalité opérationnelle. Mais cela demande beaucoup d'efforts. »

Mes expériences personnelles au sein de l'État-major OIR

Au cours de ma mission au quartier général de l'OIR au Koweït, j'ai acquis une expérience essentielle pour la suite de ma carrière dans les forces armées et j'ai pu me faire une idée de la composition et de la coordination des opérations visant à résoudre les problèmes existants. En outre, j'ai pu aiguiser mon regard sur les défis actuels et futurs. Une observation essentielle m'a marquée de manière décisive en tant qu'officier d'état-major et futur décideur et continuera à déterminer

mon action à l'avenir : l'action commune et en réseau est un facteur de réussite et reste notre réalité opérationnelle. Pour cela, il faut avoir une formation complète et il faut la développer. Cela demande beaucoup d'efforts : patience, compréhension, compétence interculturelle mais aussi pensée et action globales, sincérité ainsi que loyauté.

LCL Annika HEUSINGER

Depuis mon entrée dans l'armée allemande en juillet 2002, je porte fièrement l'uniforme de l'armée de Terre.

J'ai fait carrière dans le domaine du renseignement en tant qu'officier de guerre électronique. Dans le cadre de ma formation d'officier, j'ai suivi de nombreux stages militaires et académiques et finalement j'ai obtenu mon diplôme de gestion d'entreprise en 2008. J'étais ainsi parfaitement préparée pour mes affectations suivantes en tant que chef de section et commandant de compagnie ainsi que pour mon engagement au sein de la mission de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) en 2010. J'ai par la suite été affectée comme directrice de formation dans le cadre des Nations unies puis comme Aide de camp du commandant adjoint de l'Eurocorps et enfin je suis devenue responsable des ressources humaines. En 2016, j'ai été déployée en OPEX une deuxième fois, cette fois-ci comme analyste au sein de l'OIR au Koweït. De 2018 à 2020, j'ai suivi la formation d'officier d'état-major général et j'ai obtenu mon diplôme en sécurité internationale. Ensuite, pour mon premier poste en tant qu'officier d'état-major général, j'étais le chef du département stratégie au bureau fédéral de la gestion des ressources humaines de la Bundeswehr.

Aigle rapide 2022

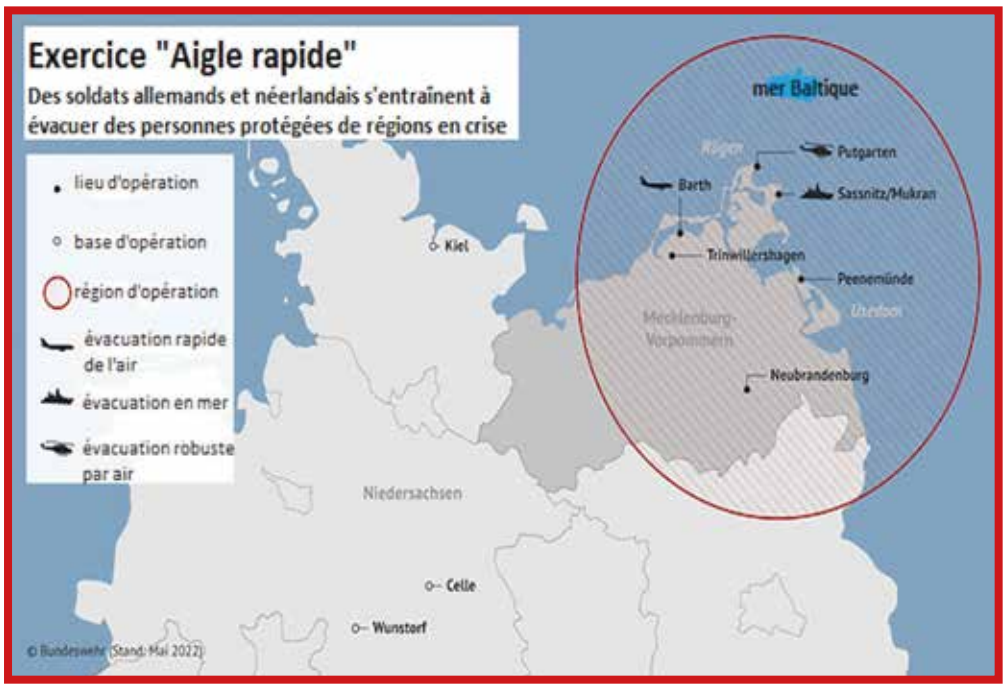
CF Fabian JAHR - Allemagne

Schneller Adler 2022 (Aigle rapide) - la coopération germano-néerlandaise à travers l'exercice d'évacuation Aigle rapide

Le scénario : quelque part, dans n'importe quel pays (non enclavé), la situation politique se dégrade rapidement et de manière imprévue, menaçant la sécurité des citoyens allemands qui s'y trouvent. Loin de chez eux, et sans possibilité de quitter le pays par des vols réguliers, des transports routiers ou ferroviaires, les gens se réfugient sur la côte dans l'espoir de quitter le pays par la mer. Afin de coordonner l'évacuation et de garder le contact avec le pays d'origine, le personnel de l'ambassade reste pour l'instant dans la capitale, à l'intérieur du pays. Alors que les tensions augmentent, l'ambassadeur décide d'abandonner l'ambassade et de quitter le pays avec son personnel. Rapidement, la Bundeswehr (forces armées allemandes) reçoit l'ordre du parlement allemand, le Bundestag, de mettre ses citoyens en sécurité.

« opération d'évacuation nécessaire à tout moment »

Ce scénario d'exercice n'est pas seulement d'actualité depuis l'opération d'évacuation de Kaboul (bien qu'enclavé, le scénario était comparable) en août 2021, mais s'est déjà



présenté aux forces de sécurité allemandes de manière plus ou moins similaire en 2011 en Lybie (opération Pegasus) et en 1997 en Albanie (opération Libellule). Le scénario, devenant souvent réalité, fait l'objet de nombreux exercices militaires différents, à l'instar de l'exercice Aigle rapide qui s'est déroulé début mai 2022, dans le nord-est de l'Allemagne.

« c'est en s'entraînant qu'on devient maître »

Alors qu'en Albanie et en Libye, seuls des soldats allemands étaient engagés, l'exercice Aigle rapide a également fait participer des troupes des Pays-Bas en tant que partie intégrante des forces armées allemandes. Bien que l'engagement commun de plusieurs nations lors d'exercices dans le cadre de l'OTAN ou d'interventions mandatées sous la direction de l'ONU fasse aujourd'hui partie du quotidien de nombreuses forces armées, la subordination de soldats des Pays-Bas au commandement allemand dans un scénario d'exercice purement allemand est fondamentalement différent. Mais comment justifier le fait que des troupes des Pays-Bas soient directement subordonnées à des commandants allemands dans un exercice purement allemand ?

Un partenariat stratégique

Cela s'explique par le partenariat stratégique que la Bundeswehr et le Nederlandse Krijgsmachten (forces armées des Pays-Bas) ont entamé en 1995 avec la mise en place du Corps germano-néerlandais et qu'ils n'ont cessé de développer depuis. Avec l'intégration de la 11e Luchtmobielen Brigade (11e brigade aéromobile) dans la Division Schnelle Kräfte (division forces rapides) allemande en 2014, pour la première fois, dans l'histoire de la Bundeswehr, une unité d'un pays est pleinement intégrée dans une grande unité de l'autre pays. En outre, le 414ème bataillon de chars d'Allemagne est aujourd'hui subordonné en permanence à la 43ème brigade mécanisée des Pays-Bas, qui est elle-même intégrée à la 1ère division blindée d'Allemagne. Parallèlement, une coopération maritime renforcée a été convenue en 2016, qui prévoit l'utilisation par l'Allemagne du Joint Support Ships (bâtiment de soutien interarmées) des Pays-Bas pour le transport maritime à grande échelle, ainsi qu'une déclaration d'intention pour l'intégration progressive du Seebataillon (infanterie navale allemande) dans la Marine royale des Pays-Bas.

En raison de ce partenariat stratégique et de l'étroite coopération qui en découle, des soldats allemands et des Pays-Bas ont participé à l'exercice Aigle rapide. Pour l'évacuation de personnes depuis le littoral, le Joint Support Ship, nommé Rotterdam, s'est déplacé dans la zone maritime du nord-est de l'Allemagne.

« la situation se dégrade à l'ambassade, dans la capitale »

Outre trois hélicoptères allemands de type SeaKing , des soldats du Seebataillon se trouvaient à bord du navire. Les hélicoptères ont d'abord débarqué les soldats d'infanterie navale des deux nations, puis ont sécurisé le terrain par voie aérienne, tandis que les troupes terrestres allemande et des Pays-Bas ont préparé ensemble l'évacuation, qui s'est ensuite effectuée au moyen des Rigid-hulled- inflatable-boat (RHIB/bateau à coque semi- rigide) du bâtiment Rotterdam. Cette procédure a été exercée à plusieurs endroits et à différents niveaux de menace.

« les parachutistes des Pays-Bas évacuent l'ambassadeur allemand »

Entre-temps, l'ambiance à Fromonia (la capitale fictive du scénario) a basculé si rapidement que l'Ambassadeur a pris la décision d'abandonner l'ambassade et d'évacuer son personnel. Comme la situation sécuritaire tendue ne permettait qu'une opération d'évacuation militaire par hélicoptère, des parachutistes de la 11éme Luchtmobielen Brigade de Pays-Bas, qui sont subordonnés à la Division Schnelle Kräfte d'Allemagne responsable de l'évacuation, se sont rendus

« profiter mutuellement des compétences de l'autre »

dans la capitale à bord d'hélicoptères NH90 allemands afin de procéder à l'évacuation du personnel de l'ambassade allemande. L'exemple de cette exercice illustre l'étroite interaction et coopération entre les forces armées d'Allemagne et des Pays-Bas. Sans l'utilisation d'un bâtiment comme le Rotterdam, il serait beaucoup plus difficile pour la marine allemande de mener une telle opération d'évacuation maritime, c'est pourquoi l'accord sur l'utilisation conjointe de cet atout est d'une valeur inestimable pour la marine allemande et comble une grande lacune en matière de capacités. L'intégration progressive du Seebataillon dans la marine des Pays-Bas contribue également à professionna- liser ces forces, car si l'infanterie navale est traditionnellement plus développée aux Pays-Bas que dans l'armée allemande, l'intégration des forces parachutistes et blindées des Pays-Bas devrait également servir un objectif similaire. Mais pourquoi deux pays, déjà liés par des alliances importantes au sein de l'OTAN et de l'UE, s'engagent-ils dans une coopération bilatérale aussi poussée ? La réponse à cette question est en fait simple : ce type de coopération permet aux nations concernées de profiter encore mieux des forces de l'autre et de combler efficacement leurs propres lacunes. Il est possible de créer encore plus d'effets de synergie et d'éviter les redon-

dances inutiles. De cette manière, il est possible d'atteindre une meilleure professionnalisation des forces armées et les deux nations profitent finalement de la même manière de l'augmentation de la capacité de combat qui en résulte. Cette coopération bilatérale renforcée ne doit en aucun cas être consi- dérée comme un isolement ou une concurrence aux alliances existantes. Elle n'est qu'une nouvelle manifestation de la volonté d'unir les forces et de devenir ainsi plus efficace sur le plan militaire. En effet, l'exercice Aigle Rapide a montré que la coopération fonctionne et obtient des résultats tangibles et convaincants sur

Les partenariats stratégiques : une voie complémentaire ?

le champ de bataille. Étant donné que la volonté politique d'une coopération et d'une

intégration à grande échelle de différentes unités au niveau de l'UE n'est actuellement pas perceptible dans tous les États de l'UE, mais que la nécessité de professionnaliser notre propre capacité de défense nous est clairement montrée en Ukraine, plusieurs petites coopérations intensives, bilatérales et basées sur les capacités peuvent être une voie complémentaire à la Politique européenne de sécurité et de défense (PESD) pour augmenter la combativité européenne par la coopération, sans risquer des dissensions au sein de l'Union.

Chaque État peut faire avancer l'intensification à son propre rythme et dans la mesure souhaitée et, en principe, le risque de trébucher est nettement plus faible avec de nombreux petits pas qu'avec quelques grands. L'essentiel est que nous nous engagions ensemble sur cette voie, car ce n'est qu'ensemble que nous serons, à mon avis, assez forts pour relever les défis des décennies à venir.

CF Fabian JAHR

Je m'appelle Fabian Jahr, j'ai quarante ans, je suis né à Berlin de l'Est mais aujourd'hui j'habite dans un petit village au nord-ouest de l'Allemagne près de la ville de Bremen. Je me suis engagé dans la Marine allemande le premier juillet 2002. Après avoir étudié la politique à Munich j'ai suivi la formation de pilote d'hélicoptère. En tant que pilote d'hélicoptère SeaKing, j'ai participé à plusieurs exercices et OPEX à bord des bâtiments de la Marine allemande en mer du Nord, en mer Baltique, en Méditerranée, et dans le golfe d'Aden au large des côtes somaliennes. En outre, mon escadrille était responsable de la recherche et du sauvetage en mer (SAR) – une tâche que j'ai trouvée très satisfaisante. De 2018 à 2021 j'ai eu le grand honneur d'être le chef de cette escadrille.

En ce qui concerne le stage ici à l'École de guerre, à part le contenu de la formation, je me réjouis particulièrement de l'échange avec les officiers des différentes armées, régions et pays et j'espère pouvoir contribuer un peu à l'amélioration de la compréhension mutuelle, qui est la base d'une collaboration réussie.

Pendant mon temps libre j'aime bien faire du kitesurf. Comme ma femme est également une passionnée, nous apprécions passer nos week-ends dans notre camping-car sur les côtes allemandes, danoises ou hollandaises – selon l'endroit où le vent souffle le mieux.

Efforts conjoints pour la sécurité maritime dans le golfe de Guinée

CC Gustavo MARNE GONÇALVES - Brésil

Introduction

Le golfe de Guinée est une vaste région, qui s'étend du Sénégal à l'Angola, et qui est de plus en plus importante sur la scène internationale. D'un côté, on aperçoit une croissance continue de son importance géopolitique, soit par l'exploration d'hydrocarbures, soit par les réserves naturelles ou par la surpopulation dans les États riverains. D'un autre côté, on observe plusieurs menaces à la sûreté dans la zone maritime, principalement la piraterie, la surpêche, la pêche illicite non déclarée, ou non réglementée (INN), ainsi que le trafic de stupéfiants, d'armes, d'êtres humains et le dégazage en haute mer.

Pour préserver l'ordre dans la zone maritime, les États de l'Afrique de l'Ouest ont besoin de l'aide internationale. En réponse, depuis les années 2010, une vraie coalition multinationale est en cours pour arrêter les épisodes de violence et d'abus. Cet article met autant en exergue les origines du phénomène que la réponse internationale. Ensuite, il sera nécessaire de considérer le contexte géopolitique de confrontations pour le pouvoir entre certaines puissances, surtout la militarisation de la région actuelle et à venir. Finalement, une brève analyse du jeu d'influences, des intérêts, des possibles conséquences et, notamment, des rôles des forces militaires dans ce processus, conclura cette étude.

La sûreté maritime dans le golfe de Guinée

Dans un premier temps, il est nécessaire de conceptualiser le terme « sécurité et sûreté maritime ». En effet, ce domaine complexe comprend les menaces hybrides aux activités maritimes et à l'environnement maritime et riverain, sur la côte ou en haute-mer, soit d'ordre criminel, comme la piraterie et les trafics illégaux, soit d'ordre environnemental, comme la surpêche, la pêche INN et le dégazage en haute mer. Les conséquences sont sensibles dans la vie quotidienne. La violence, la pauvreté et la corruption, au sein des sociétés ouest africaines, aggravent le problème. De ce fait, le monde subit les répercussions de l'augmentation du prix du fret maritime dans la région. Dans le même temps, la surpêche et la pêche INN engendrent des dégâts environnementaux irréparables.

Pour combattre ce phénomène néfaste, 25 pays de l'Afrique de l'Ouest et du Centre ont adopté le Code de Conduite de Yaoundé, signé en juin 2013 dans la ville de Yaoundé, au Cameroun, afin de « pouvoir gérer et réduire de façon significative les effets indésirables liés à la piraterie, aux vols à main armée à l'encontre des navires et à toute autre activité maritime illicite comme, par exemple, la pêche INN ». Connue comme l'Architecture de sûreté et sécurité maritime de Yaoundé, l'initiative est soutenue par de nombreux pays qui maintiennent une présence maritime coordonnée dans le Golfe. Sous l'égide du Centre interrégional de coordination à Yaoundé, plusieurs exercices, opérations et rendez-vous sont conduits régulièrement, notamment le grand rendez-vous annuel Grand African NEMO, organisé par la Marine nationale française, l'exercice OBANGAME Express, sponsorisé par le Commandement états-unien en Afrique (USAFRICOM), et l'opération GUINEX, menée par la Marine du Brésil. La combinaison entre la réponse militaire et la lutte contre les causes structurelles de la piraterie et d'autres activités illicites a réussi à réduire le nombre d'attaques pirates, grâce aux efforts conjoints des États et des organisations internationales.

Un enjeu géopolitique plus complexe

Le rôle de l'Afrique de l'Ouest sur l'échiquier se renforce de plus en plus. Avec jusqu'à 4,5 % des réserves mondiales prouvées en pétrole et 2,7 % des réserves prouvées en gaz naturel, d'importantes ressources halieutiques, et une prévision de doublement de la population à l'horizon 2050, on peut observer une avancée de la militarisation dans la région, soit en réponse à la menace terroriste au Sahel, soit en fonction des menaces hybrides en Atlantique Sud. La situation se tend avec la présence croissante des puissances extérieures, notamment la Chine et la Russie. En effet, l'initiative chinoise, de nouvelle route de la soie avance afin de conquérir l'espace économique et, en parallèle, d'établir des conditions favorables

pour utiliser les bases le long de l'Atlantique par ses forces armées en expansion, surtout la marine. Simultanément, la présence militaire russe s'observe, aussi, dans des pays traditionnellement alliés aux États occidentaux, avec l'approvisionnement d'équipements et de services de sécurité, comme fournis par le Groupe Wagner. D'ailleurs, la multitude de menaces irrégulières, comme le terrorisme et les entreprises criminelles qui promeuvent la pêche INN, ainsi que la présence des forces conventionnelles, peuvent élever la tension et provoquer des incidents qui déstabiliseront de plus en plus la région. Pour faire face aux risques croissants qui se trouvent dans une zone grise, les États doivent fortifier les chemins multilatéraux et diplomatiques.

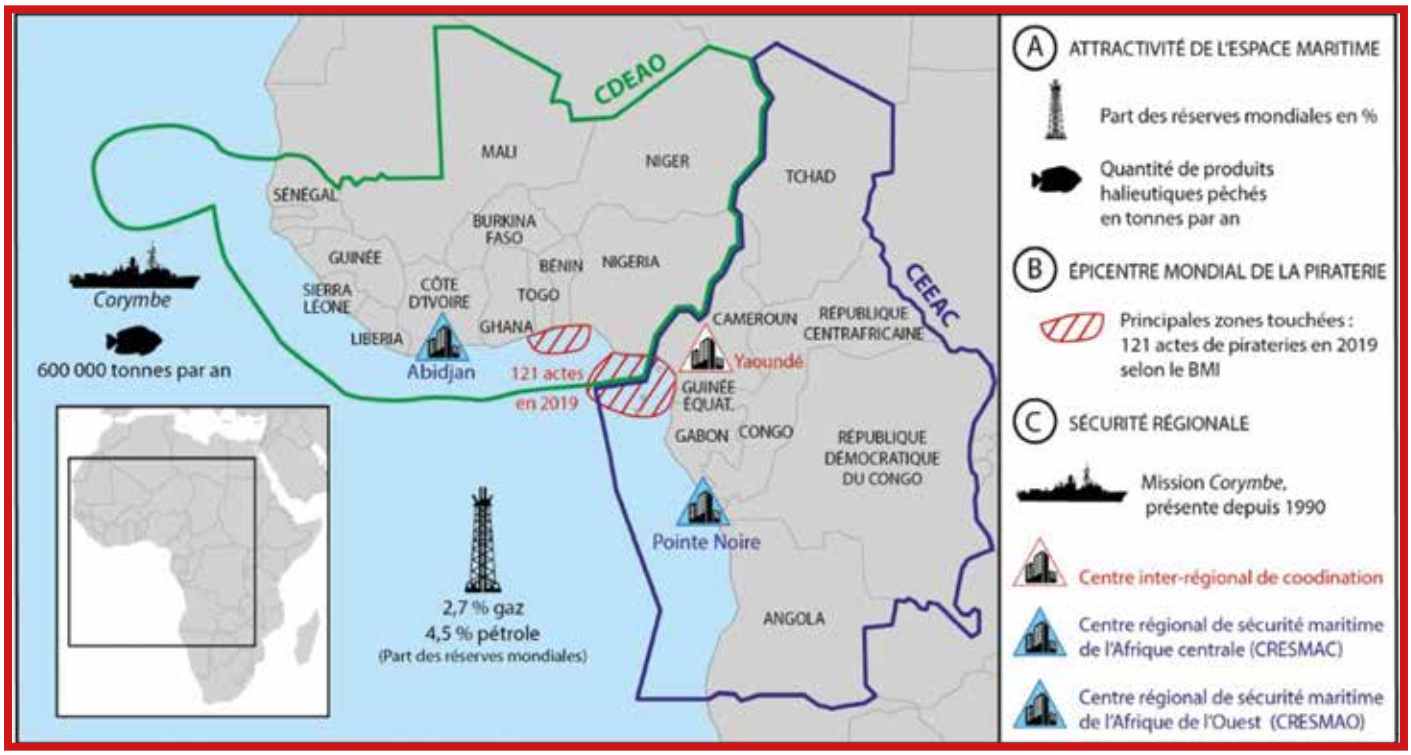
Il convient de dire que, en ce qui concerne le golfe de Guinée et l'Atlantique Sud, l'architecture Yaoundé et la Zone de Paix et de

lantique Sud.

Particulièrement, la ZOPACAS, créée en 1986 par une résolution de l'Assemblée Générale de l'ONU, comprend, à ce jour, 24 pays. Elle prévoit, entre autres, la dénucléarisation de l'Atlantique Sud. Par conséquent, il faut développer la résilience des mécanismes de sécurité régionale, afin d'assurer l'autonomie des États contre l'ingérence étatique, économique et, surtout, d'origine illicite transnationale.

Conclusion

Le rôle des forces armées et de sécurité dans le combat contre la piraterie et les autres menaces dans le golfe de Guinée est emblématique. Dans ce cas précis, la présence internationale est pertinente en tant que



Coopération de l'Atlantique Sud (ZOPACAS) sont des initiatives déjà établies. La fortification des alliances et coalitions autour de leur organisation dénote une vision intégrée des pays riverains, sur les deux côtes de l'At-

soutien légitime à l'architecture Yaoundé, en réponse à un phénomène nuisible à la fois aux pays riverains et à la sécurité maritime mondiale. En fait, il s'agit d'une coalition de plus en plus efficace.

Dans une perspective à venir, avec les défis géopolitiques imposés par les intérêts hégémoniques et par la militarisation de l'Atlantique Sud, les alliances et les coalitions au sein de l'architecture Yaoundé et de la ZOPACAS s'avèrent extrêmement importantes pour éviter un conflit majeur au cours du XXIème siècle. C'est- à-dire que pour gagner la guerre avant la guerre, on doit intensifier, ensemble, les efforts conjoints pour soutenir le développement régional et la paix.

CC Gustavo MARNE GONÇALVES

Brésilien, capitaine de corvette de la Marine et sous-marinier, je suis né à São Paulo, en 1983. J'avais 13 ans quand j'ai décidé de passer les examens pour le Lycée naval, où ma carrière a commencé.

Depuis 1998, ma vie est liée à la Marine. J'ai conclu ma formation en 2005, après un voyage d'instruction à bord du Navire-École « Brasil ». À cette occasion, j'ai visité environ 19 pays. C'était ma première fois en France et le début d'un rêve : maîtriser la langue française. Ensuite, déjà en tant qu'officier de Marine, j'ai eu mon premier poste à Natal, dans le Nord-Est du Brésil, une belle ville de plages où j'ai connu mon épouse.

En 2007, j'ai décidé de me spécialiser dans le cadre des sous-marins, donc j'ai dédié 10 ans de ma vie professionnelle à la Force sous-marine,où j'ai exercé diverses fonctions à bord de sous-marins IKL-209, au Brésil et à l'étranger. Entre 2018 et 2019, j'ai eu le privilège d'être le commandant d'un patrouilleur, le navire patrouilleur BENEVENTE.

En 2020, j'ai conclu le cours de l'état-major et celui de l'École de guerre navale et j'ai été sélectionné pour la 30e Promotion de l'École de guerre, à Paris. Maintenant, j'ai 39 ans, je suis marié depuis 14 ans et nous avons une fille de 6 ans.

L'influence russe en Amérique latine

CF Moisés GONZALEZ RUBIO SAENZ - Mexique

Pourquoi la Russie cherche- t-elle à influencer la politique, l'économie et le domaine militaire en Amérique latine ? La Russie s'est efforcée de construire des relations fortes pendant la guerre froide, et a continué après la dissolution de l'URSS.

la une, le 24 mars 2019 : immédiatement après la menace américaine d'envahir le Venezuela pour en finir avec le régime autoritaire établi par Hugo Chavez, et perpétué par Nicolas Maduro, des avions de la force aérienne russe atterrissent à Caracas, au Venezuela. L'appui russe inclut des forces spéciales et du personnel de cyber sécurité, selon les officiers de renseignement américains... Pourquoi la Russie cherche-t-elle à influencer la politique, l'économie et le domaine militaire en Amérique latine ? La Russie s'est efforcée de construire des relations fortes et amicales avec les pays de l'Amérique latine pendant la guerre froide, et a continué à les soutenir même après la chute du mur de Berlin et la dissolution de l'Union soviétique. Il est indubitable que l'instauration de relations stables et d'intérêt mutuel par l'Union soviétique en Amérique latine pendant la guerre froide a été bien menée. Même après la dissolution des républiques soviétiques, les efforts continuent à porter leurs fruits. Les aventures de Che Guevara en Amérique du Sud et la révolution cubaine l'attestent.

« L'ex URSS essayait de déployer des missiles nucléaires sur Cuba. »

Historiquement, l'influence des États-Unis sur le continent américain a toujours été très forte, mais l'ancienne Union soviétique a réussi à déstabiliser la région en Amérique centrale et en Amérique du Sud, et pour cette raison, les États- Unis ont imposé des sanctions économiques pour maintenir le contrôle. Cuba est le pays emblématique qui hisse au plus haut le drapeau rouge du socialisme en Amérique latine. Après la crise des missiles de 1960, lorsque l'Union

soviétique essayait de déployer des missiles nucléaires sur cette île des Caraïbes, ce pays a été fortement touché par l'embargo Yankee comme une punition qui a perduré au fil du temps et qui, malheureusement, a ruiné son économie et condamné sa population à une vie de pauvreté. Le Venezuela, pays qui est reconnu comme un grand producteur de pétrole, est lié aujourd'hui par plus de 20 accords bilatéraux, la plupart contenant des détails confidentiels, et possède déjà une quantité très importante d'armement et d'équipement militaire russe. Le Venezuela est un pays qui, depuis longtemps, continue à démontrer son soutien au Kremlin. Son cas est particulier parce q u e , pendant le gouvernement de Hugo Chavez, il a défié ouvertement les États-Unis dans une démonstration disproportionnée et évidente de force.

Néanmoins, nous pourrions nous interroger sur l'ampleur de la relation russo-vénézuélienne, pour comprendre l'origine de la volonté du Venezuela d'avoir la possibilité d'ennuyer le géant américain. À l'instar de la provocation à l'égard des États-Unis, le président Hugo Chavez, avant sa mort, a intimidé tous les présidents du continent latino-américain entretenant de fortes relations avec les États-Unis en employant ses avions de chasse Sukhoi-27 et Mig-29. « Nous avons ratifié le traité d'une puissante coopération militaire entre la Russie et le Venezuela, pour défendre la paix, la souveraineté et l'intégrité du territoire »,

La Russie a intensifié son rapprochement avec l'Amérique latine.

a exprimé Maduro pendant une cérémonie dans le palace de Miraflores, quelques jours avant l'invasion en Ukraine, lequel a été soutenu par le vice- premier ministre russe, Yuri Borisov, en veillant à ce que le Venezuela soit un partenaire stratégique pour la Russie en Amérique latine. La Russie a intensifié son rapprochement avec l'Amérique latine juste avant l'invasion en Ukraine, en recherche évidente de soutien politique en amont de ses projets d'invasion. Le Nicaragua est un des pays les plus convoités. En janvier de cette année, le président Daniel Ortega a reçu la visite de l'ex- ministre de Défense de la Russie, Yuri Borisov. Les États-Unis dénoncent l'autoritarisme au Nicaragua et mettent en garde contre les risques pour l'Amérique centrale. Cuba, le Nicaragua et le Venezuela sont des pays alliés à la Russie qui ont en commun l'autoritarisme, la démagogie, des prisonniers politiques et une économie en ruine qui affecte lourdement la population. Ils continuent à lui être loyaux.

La Bolivie, quant à elle, s'est rapprochée progressivement de la Russie pour faire pression sur le Chili en quête de l'accès à la mer. Par ailleurs, le Brésil est le pays le plus enclin à devenir une des premières économies du monde dans un futur proche. À cause de sa dépendance aux fertilisants russes, la politique brésilienne a démontré son soutien à la Russie.

En pleine crise ukrainienne, juste avant l'invasion, le 16 février 2022, le président brésilien Jair Bolsonaro s'est rendu à Moscou. Pour Nicolas Dolo, consultant basé à Moscou, « les relations entre la Russie et le Brésil sont essentiellement liées à l'agrobusiness, à l''agroalimentaire, puisque la Russie est un gros exportateur de potasse, c'est-à-dire d'engrais vers le Brésil et, à l'inverse, le Brésil est un exportateur assez important de viande ». En général, la Russie a cherché et continue actuellement à renforcer et élargir sa présence en Amérique latine, Vladimir Poutine communiquant directement avec ses homologues, ou par le biais de visites officielles de fonctionnaires promettant d'augmenter la coopération.

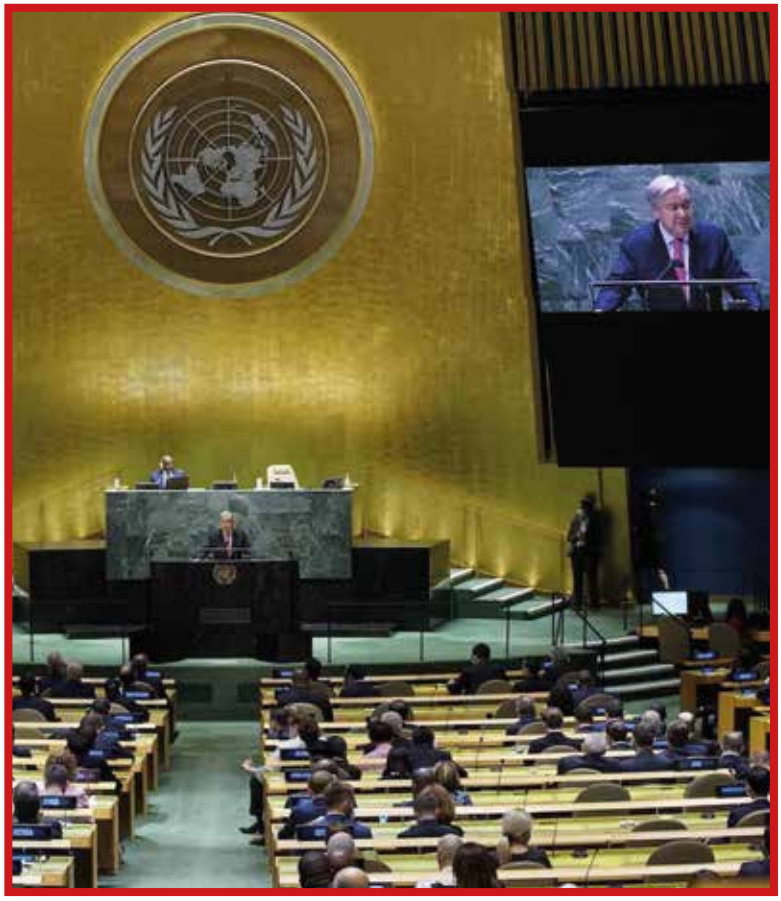
SPUTNIK-V, le premier vaccin pour les pays en Amérique latine.

En pleine crise sanitaire, la Russie était la première à envoyer le vaccin contre la Covid en Argentine, au Paraguay ou au Nicaragua, ou encore en Bolivie et en Équateur. Le Mexique a aussi reçu en avance le vaccin Sputnik V pour l'administrer aux plus âgés. Ce premier vaccin est arrivé bien plus tôt que les vaccins européens et américains. La crise de la Covid-19 a démontré la faiblesse de l'Amérique latine face à un problème complexe. Une preuve de l'influence de Moscou en Amérique latine est que, jusqu'à ce jour, aucun pays de la région n'a adopté de sanctions économiques,

même les pays avec des économies plus stables, comme le Brésil, le Mexique et l'Argentine. Seul le nouveau président du Chili a ouvertement critiqué Vladimir Poutine. Au sujet des votes pour condamner l'invasion russe en Ukraine, parmi les pays de l'Organisation des États américains (OEA), 13 ont voté en faveur de la résolution condamnant la Russie, et 6 ne se sont pas associés à cette condamnation. Les pays ayant refusé sont l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, le Nicaragua, le Salvador et l'Uruguay qui a finalement rectifié son vote le 27 février.

« L'Amérique latine se retrouve dispersée, fragmentée »

La Russie continue, en tant que grande puissance, avec son arsenal nucléaire, de réaffirmer sa position sur la scène mondiale. Des actions de défense, comme l'intention de l'Ukraine, de la Finlande et de la Suède d'adhérer à l'OTAN, et les projets de grande envergure comme la «Boussole stratégique» afin d'assurer la sécurité et défense européenne, conduisent la Russie à réagir. Les pays de l'Amérique latine ne possèdent ni les ressources, ni l'armement suffisant pour offrir un soutien militaire, mais ils provoquent une atmosphère d'instabilité qui ralentit et entrave les actions du bloc occidental.



CF Moisés GONZALEZ RUBIO SAENZ

Je suis mexicain, j'ai 44 ans et je suis marié avec Claudia. Nous avons trois enfants : l'aîné a 14 ans et les jumeaux ont 12 ans. Je suis dans la marine mexicaine depuis 1995, date à laquelle j'ai fait mon début à l'École navale militaire au Mexique. J'ai étudié pendant 5 ans, et en l'an 2000, j'ai reçu mon diplôme d'ingénieur en sciences navales. À la suite de cette formation, j'ai étudié à l'École d'aviation navale pour devenir, en novembre 2003, pilote d'hélicoptère. Dans ma carrière, j'ai travaillé dans plusieurs escadrons aéronavals où j'ai exercé les fonctions de copilote et pilote commandant d'aéronef, chef d'opérations et commandant d'escadron.

Nos opérations ont lieu en mer, généralement avec des hélicoptères Panther de fabrication française, et pour les opérations de transport nous employons les hélicoptères Mi-17 de fabrication russe. Je suis qualifié pour piloter ces hélicoptères afin de mener tout type d'opérations comme le largage de parachutistes, la lutte contre les incendies, et les opérations d'élingage.

Maintenant, je suis heureux d'être ici à l'École de guerre française. Cette expérience est une grande opportunité pour mon avenir professionnel mais également personnel puisque ma famille a pu m'accompagner à Paris.

LE DÉFI LINGUISTIQUE DE LA COALITION DES PAYS DE LA CDAA ET DE LA CEEAC.

LTC Ambrósio ANTÓNIO - Angola

« Les pays limitrophes de l'Angola »

L'Angola est un pays africain bordé par quatre pays : au nord par la République du Congo, au nord-ouest par la République démocratique du Congo, à l'est par la République de Zambie et au sud par la République de Namibie.

Par sa localisation, son extension territoriale de 1 246 700 km2, son littoral de 1 620 km et ses ressources naturelles, l'alliance militaire est d'une

«L'importance de l'Alliance»

importance capitale pour le renforcement de la sécurité régionale, l'amélioration des relations bilatérales, le contrôle et la lutte contre le trafic des êtres humains et de la drogue aux frontières.

Le contrôle et la lutte contre la piraterie maritime, la participation aux opérations de maintien et d'imposition de la paix dans les pays de la région en conflit sont aussi importants pour

l'alliance militaire.

« L'Angola comme membre de la CDAA et la CEEAC »

La réception et la fourniture d'une assistance humanitaire en cas de catastrophe naturelle, la promotion de mouvements communautaires et le contrôle de l'immigration et de l'émigration illégale sont également essentiels.

Les forces armées angolaises sont composées de trois branches (armée de Terre, Aviation et Marine) dirigées par un état-major.

« Intégrer l'armée de Terre saux forces des autres pays »

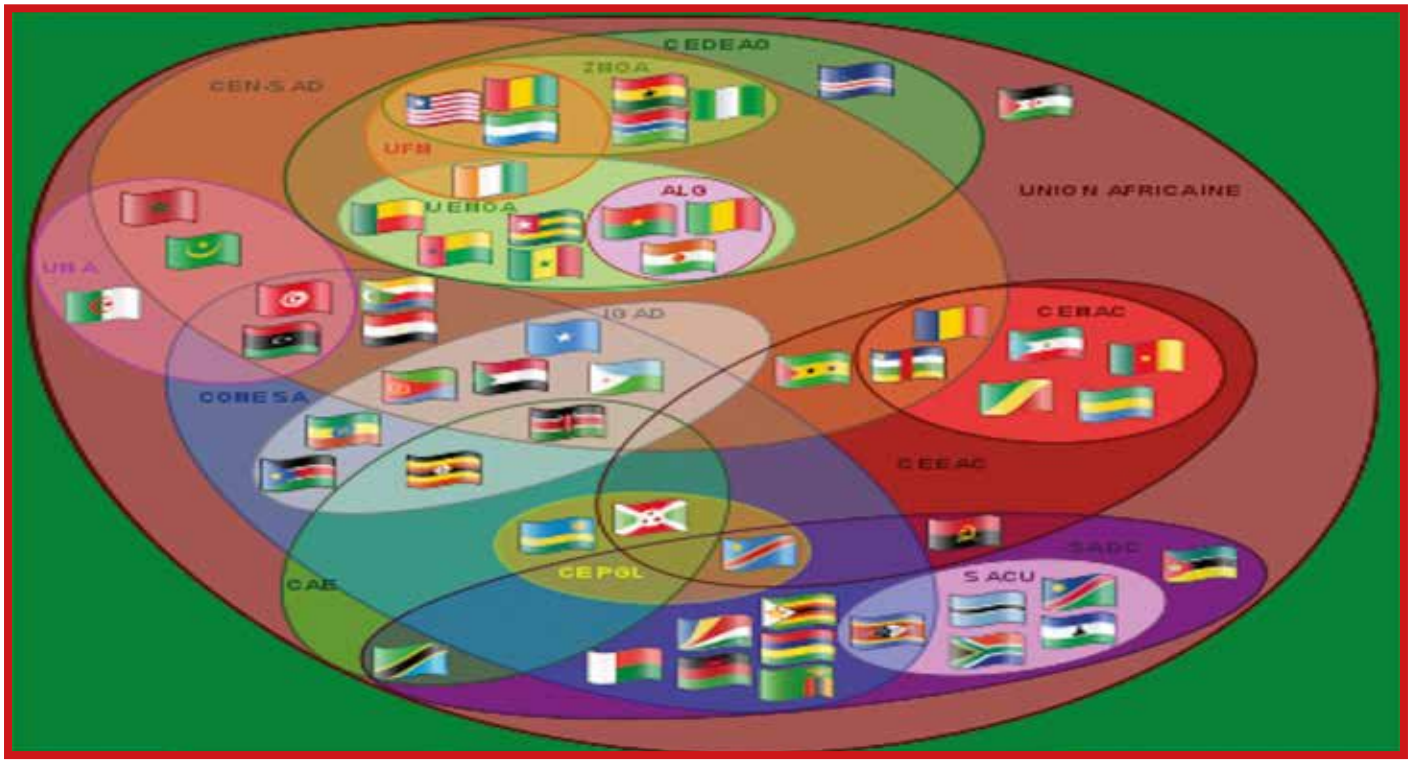
L'armée de Terre comprend le plus grand nombre de troupes et effectue donc plus de missions que les autres branches.

Dans cet article, nous aborderons le défi pour les militaires de l'armée de Terre de s'intégrer aux forces armées d'autres pays des régions de la Communauté de Développement de l'Afrique Australe (CDAA) - Southern African Development Community (SADC) en anglais, et de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC).

Les forces armées angolaises participent à la coopération militaire internationale sur la base de la Charte des Nations unies, au chapitre 8, concernant la coopération avec les organisations régionales.

La CDAA est composée de seize pays : Afrique du Sud, Angola, Botswana, Comores, République démocratique du Congo, Lesotho, Madagascar, Malawi, Maurice, Mozambique, Namibie, Eswatini,Tanzanie, Zambie, Zimbabwe, Seychelles ; dont dix parlent anglais, quatre français, et deux portugais.
La CEEAC, quant à elle, est composée de huit pays francophones : le Burundi, le Cameroun, la République centrafricaine, la République du Congo, la République démocratique du Congo, le Gabon, le Tchad, le Rwanda ; trois pays lusophones : l'Angola, la Guinée Bissau, São Tomé et Príncipe et un pays hispanophone : la Guinée équatoriale.
Comme on peut le voir, en raison de sa situation géographique, l'Angola est fortement influencé socialement et culturellement au nord par les pays francophones, et à l'est et au sud par les pays anglophones, ce qui représente un premier problème pour l'État angolais.

Les forces armées font partie de la société et de ce fait, ils doivent maîtriser les langues étrangères. Si nous faisons un calcul de pourcentage, nous pouvons comprendre pourquoi les soldats de l'armée de Terre font face à certaines difficultés linguistiques lorsqu'ils participent à des missions internationales, dans l'un des pays membres des deux communautés. Voici ce que nous pouvons observer : onze pays ont le français comme langue officielle (42 %), dix sont anglophones (38%), quatre lusophones



(15%) et un hispanophone (3,8%), totalisant 26 membres pour les deux communautés.

« soldats qui parlent anglais ou français »

Malgré les influences déjà mentionnées, cette hétérogénéité linguistique est une difficulté pour les commandements intégrés dans la communication lors des missions militaires. La langue officielle des Angolais est très présente, ce qui ne permet pas à un grand nombre de citoyens de parler français ou anglais dans leur vie quotidienne, et cela se reflète au sein de l'armée qui, pour la délivrance et l'exécution des ordres de mission, est obligée de travailler avec des traducteurs locaux introduits dans les groupes tactiques et opérationnels. L'enjeu réside dans le plein accomplissement des missions par le personnel de l'armée de Terre qui, même sans comprendre la langue des autres membres, doit être en mesure d'effectuer avec succès toutes les missions qui leur sont confiées par les commandements opérationnels adaptés. Chaque année, c'est un enjeu pour l'armée de préparer un grand nombre de soldats qui parlent anglais ou français. Pour participer à des missions militaires conjointes, l'armée doit désigner le nombre de soldats en fonction de leur spécificité, et c'est là que la tâche devient complexe.

Traditionnellement, l'armée possède une certaine expérience des actions de combat, en raison des quarante années de guerre civile que le pays a connu.

Pendant cette période de guerre, l'armée angolaise a utilisé toutes les variantes et modalités de combat, d'où l'expérience à laquelle nous nous référons.

Le schéma ci-dessus représente les relations entre les diverses organisations africaines. L'Angola est représentée par un drapeau de couleur rouge en haut, noir en bas et jaune au centre.

L'enjeu linguistique des soldats des Forces armées angolaises a commencé par leur intégration dans la Brigade d'alerte de

l'Afrique australe (SADCBRIG), le 19 octobre 2006, lors de l'exercice Amani Africa II. Cet exercice s'est tenu à Happy Town, en Afrique du Sud, avec la participation de pays qui, principalement, parlaient anglais. Cet exercice a été renouvelé en novembre 2015 à Lohatla, où l'entraînement a eu lieu sur le terrain. Un autre challenge est survenu, début 2010, lorsque l'Angola a accueilli l'exercice Kwanza 2010 pendant lequel les soldats des Forces armées angolaises ont dû rejoindre les forces multinationales restantes de l'Afrique centrale (FORMAC).

« Utulivu Africa II, réalisé par l'Angola »

Onze pays de la CEEAC ont participé à cet exercice, dont la plupart parlaient français. L'exercice a été réitéré en 2014 à Pointe-Noire et Kouilou. Le scénario s'est répété en 2016, pendant l'exercice Utulivu Africa II, réalisé par l'Angola dans la région de Vale do Paraíso, également dans un environnement francophone.

Les principaux objectifs de ces exercices étaient la coopération en matière de politique régionale de défense et de sécurité à travers l'entraînement au combat sur le terrain, la démonstration de solidarité entre les brigades qui constituent la force de préparation africaine pour le maintien de la paix et la libre circulation sur le territoire africain.

« Le rôle des officiers commandant des troupes »

Je considère cela comme un défi en raison de l'importance et de la nécessité de transmettre aux militaires les règles de prévention et de gestion des conflits adoptées par l'Organisation de capacité africaine de réponse immédiate aux crises (CARIC) ; ses règles sont écrites en anglais et tous les soldats doivent les lire et les interpréter.

La plus grande tâche incombe aux officiers commandant des troupes. Ils doivent être sûrs que le message a été transmis, avant que l'ordre donné ne soit mal interprété en raison d'une mauvaise compréhension de la langue.

J'ai appris quatre langues (l'espagnol, l'anglais, le français et le portugais), grâce à différents cours, mais ce n'est pas le cas de tous les officiers. Malheureusement les établissements d'enseignement pour l'anglais et le français ne suffisent pas à répondre à cette demande de perfectionnement linguistique.

LTC Ambrósio ANTÓNIO

Je suis le lieutenant-colonel Ambrósio Kapango Paulino António de l'armée de Terre angolaise dans la spécialité d'artillerie terrestre. Je suis né dans la province de Malanje à environ 400 km de la capitale Luanda. J'ai 44 ans et je suis officier de l'artillerie au commandement de l'armée de Terre, à Luanda. J'occupe la fonction de 1er officier de tir et direction de feu. Je suis dans l'armée depuis 23 ans, avec les formations suivantes :

- 1999 : formation de sergent d'infanterie ;
- 2000 : formation de commandant de peloton de direction de feu ;
- 2003 : formation de commandant de batterie ;
- 2004 : cours de promotion à capitaine ;
- 2014 : cours de promotion à officier supérieur ;
- 2017 : cours de commandant de groupe ;
- 2018 : cours de capacité pour la maintenance et l'appui de la paix. J'ai exercé les fonctions suivantes : sergent adjudant, commandant de peloton de direction de feu, commandant de batterie de commandement, chef état-major de groupe, officier de préparation tactique spéciale, 1er officier de tir et direction de feu.

Je participe actuellement au Stage intensif en Langue française à l'École de guerre, à Paris. J'ai une maîtrise en processus pédagogique éducatif et une licence en génie environnement. Pour terminer, je suis marié avec madame Olga António ; nous avons deux enfants, Bernardo António et Joana António.

GUIDE RÉDIGÉ À L'INITIATIVE DE L'ASSOCIATION
« FRÈRES D'ARMES »

ÉCOLE MILITAIRE - case G - 1 place Joffre - 75700 Paris SP 07
Tél. : 01 44 42 45 06
Site Web : www.freresdarmes.org - E-mail : freresdarmes@wanadoo.fr